

# Rouge

Les travailleurs  
polonais cinq mois  
après le coup d'Etat

P 12/13

M 1578 N° 1016 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 14 mai au 20 mai 82

## UNITE POUR SOUTENIR

## LES GREVISTES DE CITROËN

**A**U moment où les députés débattent des « droits nouveaux », les ouvriers de Citroën sont en lutte depuis trois semaines. A Aulnay, les méthodes fascistes de la direction ont été mises en échec. L'arrêt total de cette usine a encouragé les autres, à Levallois d'abord, puis à Asnières...

Pour les grévistes, un espoir : faire pénétrer le changement dans les usines, refuser que Citroën fasse sa propre loi, et pour cela briser l'ordre imposé par la CSL (ex-CFT).

En face d'eux, une direction qui réclame « la liberté du travail » telle que la pratiquent les Pinochet : la liberté pour les patrons de faire ce qu'ils veulent de leurs ouvriers.

Une direction qui se croit tout permis. Qui se comporte comme un Etat dans l'Etat. Qui fait transporter, par hélicoptères et cars spéciaux, des nervis d'un bout à l'autre du pays, sans que le ministre de l'Intérieur intervienne contre ces bandes armées dont le seul but est de faire régner la terreur parmi les OS des usines.

Une direction qui veut à toute force sauver son pseudo-syndicat, la CFT, rebaptisée CSL en juin 1977 après l'assassinat de Pierre Maître à Reims.

**U**NE direction que le gouvernement et la majorité encouragent par leur passivité. Car si le ministre du Travail a condamné les méthodes de la direction Citroën à l'Assemblée nationale, il s'en est tenu là. Mais ces phrases ne changent pas grand-chose.

Aussi, la direction de Citroën agit, pour montrer qu'elle a toujours la loi pour elle.

A Levallois, elle utilise les services des CRS pour protéger l'entrée de quelques « cadres » dans l'usine.

A Bobigny (Seine-Saint-Denis) elle vient d'obtenir un jugement en référé condamnant les grévistes à lever les piquets et à laisser libres les accès de l'usine d'Aulnay. A Levallois, elle espère obtenir la même décision.

Voici donc le gouvernement et la majorité au pied du mur. Appuyée par le CNPF, la direction de Citroën aura « légalement » le droit d'exiger une intervention des flics contre les ouvriers. C'est à cela que mènent les déclarations de Defferre se vantant d'avoir fait réaliser par la police 18 évacuations d'usines sur les 25 demandées...

C'est à cela que mène le refus de nationaliser Citroën — Etat dans l'Etat — alors que les plateformes syndicales CFTD et CGT comportent cette revendication depuis des années.

**C**OMMENT, sans agir contre cette direction, discuter tranquillement de « la nouvelle citoyenneté dans l'entreprise » à l'Assemblée nationale ? Les députés du PS et du PC jouent là une sinistre farce. Car, pour faire progresser réellement les droits des travailleurs, il n'y a qu'un seul chemin : que la majorité et le gouvernement se rangent aux côtés des travailleurs quand ils sont en lutte ! Qu'ils prennent tous les moyens pour les aider ! Qu'ils s'appuient sur la mobilisation pour mettre en échec le CNPF qui fait obstacle au changement.

Aujourd'hui, la lutte de Citroën est un test national. Beaucoup de travailleurs l'ont compris : ils ont manifesté aux côtés de ceux de Citroën, ils sont allés soutenir les piquets avec les syndicats CGT ou CFTD des zones voisines.

Partout, pour que le changement voulu par les travailleurs se réalise, tous les militants ouvriers doivent se mobiliser. Tout de suite. Pour exiger un engagement clair du gouvernement : pas de flics contre les grévistes, dissolution de la CSL (ex-CFT) ! Pour développer l'unité, la solidarité et le soutien actif autour des grévistes de Citroën, à Aulnay, à Levallois, à Asnières et dans toutes les autres usines.

● Le gouvernement et les députés PS PC discutent des « droits nouveaux » des travailleurs

● Laisseront-ils les fascistes faire la loi à Citroën ?



La politique  
de Krasucki  
affaiblit la CGT

P 8/9

ARMEE: halte  
à la répression

P 10

Une soixantaine  
de personnalités  
appellent à une  
marche nationale  
le 5 juin  
contre Reagan

P 3

# MEETING central de la LCR à l'appel des fédérations de la région parisienne

## MARDI 22 JUIN à 20h

### Salle de la Mutualité

#### LES MEETINGS DE LA LCR

A l'occasion de l'anniversaire de la victoire du 10 mai, la LCR organise depuis plusieurs semaines une série de meetings.

Nous nous sommes déjà fait l'écho d'une dizaine d'entre eux. La semaine dernière notre camarade A. Krivine était à Toulouse et à Nantes. Les deux réunions ont rassemblé 250 personnes pour la première ville et 150 pour l'autre. Notre camarade a été invité par FR3 et la presse régionale a largement rendu compte de ces initiatives.

Les prochains meetings sont prévus à Caen, Rouen, Le Puy et Paris.

## SOUSCRIPTION Dernière semaine

Envoyez tous les chèques à Montreuil ! La semaine prochaine, nous ferons le bilan de cette souscription, de ses résultats très inégaux suivant les villes où est implantée la LCR.

LCR Nancy			
Daniel, enseignant	20	Cellule enseignante 19°	300
M. N., enseignante	20	Bandge LCR 1° Mai	258,90
Danielle	20	Gennevilliers, Florence	100
Nancy	60	LCR 92, Gennevilliers	
cellule jeune	15	sympathisant Levallois	100
FD 93 médecin sympathisant	100	sympathisante Gennevilliers	10
FD 91		Militant instit.	50
Le Bouchet 91	200	Homosexuel Gennevilliers	10
Pat Saclay	100	Militante prof.	30
LCR Morlaix	450	LCR St-Lo	
Agen, Christian	150	Dédé	35
FD 92, Malakoff		Michel	115
A quand l'unité des trotskystes ? Prof LEP Montrouge	100	LCR Le Havre,	
Deux profs Montrouge	20	sympathisants santé	90
Yannick, Geneviève,		LCR Metz	200
sympathisants PTT	100	JG Metz	10
Daniel, LEP Asnières	100	Total liste	3 163,90
LCR Paris		Ancien total	114 977,15
Impôts 18°	200	Nouveau total	118 141,05
G. C. Pantin	200		

Ci joint ..... pour soutenir financièrement le combat de la LCR.

Nom .....  
Prénom ..... Adresse .....  
Profession ..... Syndicat .....  
LCR/sympathisant/autre parti .....  
Mention très courte pour le journal .....

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

#### TVA Augmentation

Mauroy a promis à Gattaz une hausse de 11 milliards sur la taxe professionnelle, 5 milliards en 1981.

Le gouvernement va accorder 3 milliards de francs de subvention aux groupes nationalisés. Chose des plus normales. La seule question à poser serait pourquoi apparaissent à présent des déficits dans une entreprise comme la Thomson qui, avant la nationalisation, était bénéficiaire...

Mais la question n'est pas là. Depuis des mois, le gouvernement donne des cadeaux au patronat et, par ailleurs, se pose la question du « financement du changement ». Cet argent, il ne va pas le prendre dans les poches des patrons.

Déjà, il y avait eu l'augmentation de 1 % de la cotisation des salariés pour la Sécurité sociale. Puis le projet d'impôt des fonctionnaires sur le chômage. A présent, c'est l'augmentation de la TVA. C'est un impôt indirect des plus injustes : il touche indirectement les gros et petits revenus. Et en premier lieu la masse des salariés.

Le gouvernement annonce qu'il va baisser la TVA sur les produits de première nécessité (de 7 % à 5,5 %). Essentiellement les produits alimentaires. Gageons que cela touchera le lait, le beurre, la pain, la viande...

Par contre, pour les vêtements, les chaussures, le chauffage, l'ameublement, les produits électro-ménagers, la TVA augmentera de 17,6 % à 18,6 %. A croire que pour les travailleurs ce sont les produits de luxe...



#### TRAVAILLEURS IMMIGRES

##### Festival culturel du 15 mai au 5 juin

Sous le double thème de l'égalité des droits et de la solidarité internationale, le 5<sup>e</sup> Festival culturel des travailleurs immigrés cherche à donner des réponses à la situation un an après le 10 mai.

4 débats permettront de préciser les changements concrets qu'attendent les immigrés : le samedi 22 à 14 h : logements immigrés = logements ségrégués ; le dimanche 23 à 14 h : le bilan de la régularisation des sans-papiers ; le jeudi 27 à 19 h : la formation ; le vendredi 28 mai à 19 h : les droits politiques des immigrés.

• Du 15 mai au 26 mai, à raison de trois séances par jour, ce sera du « cinéma non stop ».

• Les femmes immigrées organisent une journée, le dimanche 30 à partir de 14 h.

• Pour ce qui concerne la solidarité internationale, trois soirées sont organisées : sur la Palestine le mardi 1<sup>er</sup> juin ; sur l'Afrique australe le jeudi 3 ; sur l'Amérique centrale le vendredi 4. Toutes les trois auront lieu à 19 h à l'Ageca (177, rue de Charonne métro Alexandre-Dumas).

Les autres activités ont lieu dans des endroits différents de Paris (le programme détaillé est à retirer à la Maison des travailleurs immigrés, 46, rue de Montreuil, tél : 372 75 85).

Pour clôturer le festival, un gala de solidarité aura lieu de 14 à 23 h à l'hippodrome de Paris (métro Porte-de-Pantin).



Dimanche 16 mai, de 10 h à 22 h, 13, place Etienne-Pernet 75015 Paris (métro Félix-Faure).

#### PCF

##### Coup de force stalinien pour contrôler la fédération de Paris de la CNL

C'est dans la plus pure tradition stalinienne que le PCF vient de reprendre en main la fédération de Paris de la Confédération nationale du logement (CNL). Le rapport moral et d'activité avait pourtant été adopté à l'unanimité. Mais lorsqu'il s'est agi d'élire la direction, le ton a changé.

Dix militants de la CNL qui ont tous eu, ou ont encore, des responsabilités, dénoncent dans une déclaration publique ce qui s'est alors passé : « De nombreux militants communistes, dont beaucoup n'entretenaient jusqu'à ce jour que de lointains rapports avec la CNL et n'en étaient parfois même pas membres, étaient venus en force à ce congrès d'ordinaire moins

suivi. Munis de mandats de délégués judicieusement répartis par certains responsables locaux de la CNL, ils avaient "fait la salle" pour y être majoritaires. Les congressistes membres du PCF a, à l'exception de ceux qui s'y étaient refusés, pour instruction de rayer cinq noms précis sur la liste bulletin servant au vote. A tel point que certains délégués se sont vu demander par leurs voisins oubliés des consignes : "Quels noms faut-il rayer" ? Qui sont ces militants éliminés ? Le président sortant qui, ancien secrétaire de Georges Marchais, avait donné son adhésion au PS le 4 février dernier ; d'autres militants membres du PS, ou sans affiliation, mais s'étant fait porteur d'interrogations dérangeantes, et une militante de "Rencontres communistes". »

Les signataires de cet appel trouvent « scandaleuses les manipulations auxquelles a donné lieu ce congrès » et ajoutent : « S'agit-il de la défense des intérêts des locataires ou d'une tentative de prise en main, par une organisation politique, totalement étrangère aux préoccupations des locataires et contraire au pluralisme dont se réclame la CNL ? »

En attendant, le nouveau président de la CNL parisienne est Michel Chevalier, stalinien bien orthodoxe qui s'était fait remarquer en septembre en envoyant une circulaire à toutes les amicales de l'Office des HLM de Paris pour leur demander de faire une enquête très policière... sur « les drogués ».

#### REPERES

## La droite mobilise contre l'avortement

NOUVELLE offensive de la droite, le 15 mai, contre la liberté de l'avortement. Au nom de « la vie », diverses organisations appellent à une manifestation. Elles veulent empêcher que soient adoptées les mesures proposées par Yvette Roudy en faveur du remboursement des IVG (interruptions volontaires de grossesses), dont le Parlement doit discuter en septembre prochain.

En pratique, une fois de plus, cette initiative n'a rien d'innocent : la droite sait parfaitement qu'il existe, au sein du gouvernement, des hésitations sur cette question. Elle rassemble ses forces pour imposer un nouveau recul, un nouvel abandon des promesses faites avant les élections.

Pour nous, l'enjeu est clair. Du point de vue du droit à l'avortement : si une femme est assez jeune pour être mère, elle aussi assez jeune pour décider de ne pas l'être. Du point de vue de la prise en charge par la Sécurité sociale : conquête des travailleurs, elle doit servir à l'émancipation des femmes. Quant à la manœuvre politique, elle doit, elle-même, provoquer la réaction qui s'impose : non, il n'y aura pas de recul sur le droit des femmes à disposer de leur corps, sans distinction d'âge ou de nationalité !

Nous ne pouvons donc que nous féliciter de la mobilisation qui est en train de se mettre en place. Le samedi 15, à Paris, un bus de popularisation du droit à l'avortement circulera. Mardi prochain, une conférence de presse rendra publiques les propositions du Planning familial et d'autres organisations, qui s'adresseront aux diverses organisations ouvrières et en particulier aux syndicats pour qu'une mobilisation de masse impose les justes droits des femmes.

Il s'agit d'imposer le droit au remboursement mais aussi d'arracher, au niveau du budget de la Santé, les équipements indispensables, dans tous les départements, en nombre suffisants, malgré les pressions des médecins chefs de services hospitaliers. La riposte à la mobilisation de la droite contre les droits élémentaires des femmes doit être l'œuvre de tout le mouvement ouvrier, dans l'unité.

P. R.

## Abonnement

	Normal	Collec.	Etranger
Nom .....			
Prénom .....			
Adresse .....			
Formule choisie .....			
	1 an	230 FF	190 FF
	6 mois	120 FF	110 FF
	3 mois	65 FF	090 FF

Règlement à l'ordre de :  
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. (tél. : 859.00.80)

## Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31  
• Directeur de la publication : Robert March  
• Commission paritaire : 63922  
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# PARIS S'APPRETE A RECEVOIR REAGAN

- Il faut une démonstration de masse de toutes les organisations ouvrières
- Dans toute la France doivent se multiplier les initiatives unitaires
- Une soixantaine de personnalités appellent à une marche nationale le jour de la venue du bourreau du Salvador

DANS quelques semaines, Ronald Reagan sera à Paris. Dès son accession à la Maison-Blanche en janvier 1981, le chef de l'exécutif américain n'a pas caché ses objectifs : sortir la principale puissance impérialiste de sa crise en relançant les tensions internationales, en s'engageant dans une démentielle course aux armements — les seules forces stratégiques nucléaires des Etats-Unis recevront en cinq ans l'équivalent de dix fois le budget français de la Défense — en intervenant partout dans le monde contre les luttes populaires qui menacent ses « intérêts vitaux ».

Par la tournée qu'il effectuera le mois prochain dans plusieurs pays d'Europe, il entend obtenir l'alignement total de ses alliés sur cette politique. L'apothéose de son voyage sera d'ailleurs sa participation à la réunion plénière de l'OTAN, à Bonn, qui doit prendre les dispositions définitives pour l'implantation en Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas des fusées Pershing et Cruise.

Le discours et les projets bellucistes de la Maison-Blanche ont déjà provoqué un immense mouvement de protestation à travers le monde. Des millions d'Européens sont descendus dans la rue pour s'opposer à la course aux armements dont Washington a pris l'initiative. Aux Etats-



L'affiche de la LCR et des JCR.

Unis mêmes, la mobilisation ne cesse de gagner en ampleur, contre une orientation guerrière au nom de laquelle des coupes massives sont effectuées dans les budgets sociaux. Au Japon, d'immenses manifestations pour la paix et contre la prolifération nucléaire se préparent pour le mois d'août.

## Comme partout en Europe

La tournée de Reagan est une provocation. Elle doit recevoir la réponse qui s'impose et permettre que s'exprime un rejet massif et coordonné dans les différents pays de la politique impérialiste. A Londres, le mouvement pour le désarmement organisera, le 6 juin, un rassemblement qui devrait regrouper 250 000 personnes. A Bonn, quatre jours plus

tard, les organisations antiguerre attendent un demi-million de manifestants hostiles au sommet atlantique. En Italie, toutes les forces ouvrières (à l'exception du PS qui participe au gouvernement) s'apprêtent une nouvelle fois à descendre dans la rue contre les euromissiles.

Paris peut-il manquer à l'appel ? A trois semaines de la conférence de Versailles, les grandes organisations ouvrières gardent obstinément le silence. Pourtant, rien ne justifierait que le PS, le PC, la CGT, la CFDT, la FEN restent passifs. Tous se sont prononcés contre l'intervention américaine en Amérique centrale et soutiennent le combat du FDR et du FMLN salvadoriens. Le PC, la CGT, le Mouvement de la Paix, combattent en outre l'installation des nouvelles fusées nucléaires du Pentagone.

Ils ne peuvent invoquer maintenant leur solidarité avec le gou-

vernement qui organise le sommet de Versailles pour mettre entre parenthèses leurs positions propres. Cela signifierait que les nécessités de la solidarité internationale des peuples passent après la raison d'Etat. Et aucune des initiatives annoncées jusqu'à présent par chacune des organisations — rassemblement national du Mouvement de la Paix soutenu par le PCF le 21 mai à Nîmes, fête d'Avant-Garde, l'organe des JC, les 5 et 6 juin, rassemblement de soutien aux peuples d'Amérique centrale à la fin du mois de juin à l'initiative du PS — ne peut prétendre se substituer à la démonstration de masse unitaire indispensable pour accueillir Reagan le jour où il sera en France.

Une telle initiative, des milliers de militants socialistes et communistes, de militants syndicaux et anti-impérialistes l'attendent, comme en témoignent les pre-

miers échos que nous publions ci-contre. Il reste trois semaines pour créer un vaste mouvement à travers le pays. Et nul ne comprendrait que des divergences sur l'Union soviétique ou la Pologne empêchent des dizaines de milliers de personnes de se retrouver au coude à coude aux côtés du Salvador insurgé.

## Les initiatives doivent se multiplier

Depuis plusieurs semaines, les préparatifs d'une mobilisation ont déjà commencé. Une cinquantaine d'organisations (PSU, LCR, JCR, Lutte ouvrière, CEDETIM, MTI — regroupant huit associations de travailleurs immigrés —, coordination des comités Amérique latine, CODENE — regroupant 37 associations) ont déjà appelé à manifester le 5 juin. Plusieurs dizaines de personnalités non engagées politiquement viennent d'en faire autant (voir ci-dessous). En dépit de certaines confusions du texte d'appel dont nous reproduisons les principaux extraits, leur initiative témoigne de l'existence d'un mouvement large qui va croissant et au sein duquel se côtoient chrétiens anti-impérialistes, personnalités du monde culturel, syndicalistes, anciens résistants, enseignants...

Dans les jours qui viennent, tout doit être fait pour assurer le plein succès de la manifestation nationale du 5 juin. A Paris et en province, comités de préparation et appels unitaires doivent se multiplier sur les lieux de travail ou d'étude, dans les quartiers.

Paris doit accueillir comme il convient le bourreau du peuple salvadorien, le fauteur de guerre nucléaire.

Christian Picquet

## Premiers échos de la campagne

En de nombreux endroits, des réunions unitaires de préparation de la venue de Reagan se sont tenues. Dans de nombreux cas, elles ont abouti à des initiatives communes. En voici deux exemples :

- **A Nîmes.** A l'issue d'une rencontre, le Comité Salvador, l'union départementale CFDT, la fédération du Gard du PCF, le MODEF, la LCR et le Comité Gard-Amérique centrale ont donné leur accord de principe pour une marche nationale sur Paris.

- **A la faculté de Paris 13-Villetaneuse.** Le SGEN-CFDT, la LCR, les JCR, le PCF, la CGT, le SNESup, le Mouvement de la jeunesse socialiste, Amnesty International, l'Union générale des étudiants tunisiens, l'UNEF-Renouveau appellent ensemble à un meeting local sur le Salvador. Leur texte d'appel se termine ainsi : « Dans l'unité la plus large, tous les travailleurs et les jeunes doivent manifester leur solidarité au peuple du Salvador et réclamer l'arrêt de toute intervention américaine en Amérique centrale, cela alors que Reagan viendra à Paris le 5 juin. »

Les 5 et 6 juin, les chefs des Etats les plus riches se concertent à Paris autour du président Reagan, qui sera reçu à Versailles. Il ne s'agit pas de lutter contre la faim, de faire cesser le pillage du tiers monde, d'esquisser un nouvel ordre économique. Il s'agit de préparer la réunion de l'OTAN à Bonn, les 9 et 10 juin, où sera confirmée la mise en place du nouvel arsenal américain en Europe, qui est l'aboutissement d'une campagne de falsifications sur une prétendue suprématie militaire soviétique.

En fait, cet arsenal ultra-précis, capable de détruire du premier coup les centres nerveux de l'URSS, rend plausibles, en cas d'extrême tension, à la fois premières frappes, répliques préventives et la tentative déjà annoncée de « limiter » la guerre nucléaire à une Europe prise en otage. La tension mondiale ne cesse de s'aggraver, et le soutien des Etats-Unis aux dictatures d'Amérique centrale, de même que la politique soviétique

## L'appel des personnalités

en Afghanistan et en Pologne ne constituent pas seulement des crimes politiques : cela fait partie d'une « remise en ordre » dans les zones d'influence des deux super-grands, face au risque d'une guerre mondiale. Le jour où Reagan sera reçu à Paris, des dizaines d'hommes et de femmes périront en Amérique centrale sous les coups de dictatures armées et financées par les Etats-Unis. Nous affirmons notre soutien aux peuples du Salvador, du Guate-

mala, et à tous les peuples victimes d'une politique impérialiste. Pour lutter contre ces répressions, il faut aussi arrêter la marche à la guerre.

Dans le monde entier, et spécialement en Europe et aux Etats-Unis, un vaste mouvement s'est mis en marche, exigeant l'arrêt de l'implantation de toute nouvelle fusée. (...) Il nous faut, en France aussi, rejoindre les manifestations de masse qui accueilleront Reagan lors de son passage en Grande-Bretagne et en

A Kastler, M.-F. Kahn, pasteur Casalis, B. Boudouresque, A. Jeanson, C. Gruson, R. Dumont, amiral Sanguinetti, G. Montaron, C. Bourdet, C. Auger, S. Fernex, R. Garaudy, R. Bois, V. Monteil, E. Balibar, S. de Brunhoff, Rezvani, R. Galissot, C.-M. Vadrot, J.-M. Muller, R. Davezies, M. Beauvillard, F. Guattari, P. Vieille, M. Degliame-Fouché, C. Renaut, J. Seimelin, Matta, C. Chabrol, J. Djiveleskian, C.-R.

Molard, A.-P. Lentin, H. Faget, F. Solleville, M. Barth, J.-J. de Felice, G. Reboul, C. Mallon, H. Guillemain, J. Chatagner, P. Jalée, L.-V. Thomas, J. Chesneaux, pasteur D. Cavalier, C. Magny, S. Flon, L. Puisseux, E. Perret, P. Halbwachs, Ph. Varnier, J.-L. Moynot, A. Joxe, J. Cardonnel, C. Meyassou, F. d'Eaubonne, J.-P. Faye, J.-P. Jeanes, G. Renault, Y. Vargès, J.-P. Vigier, pasteur J. Walter.



Allemagne fédérale.

Contre le nouvel arsenal nucléaire en Europe et sa logique de surarmement, pour affirmer notre soutien à la lutte des peuples d'Amérique centrale, nous appelons toutes les formations politiques et syndicales attachées à la paix et à la lutte d'émancipation des peuples, et tous les démocrates, à une grande marche nationale à Paris le jour de la venue de Reagan, le samedi 5 juin à 14 h, place de la Bastille.

# Mitterrand lance un appel à la solidarité nationale AVEC QUI ? CONTRE QUI ?

**R**EPRENANT le drapeau de Jeanne d'Arc à Orléans, Mitterrand a fêté le premier anniversaire du 10 mai en lançant un appel à la « solidarité » et à l'« unité nationale ».

Ce langage, les travailleurs l'ont déjà entendu dans d'autres bouches. Et ils ont toutes les raisons d'être méfiants.

• Dans *le Matin*, Claude Perdiel explique : « Le mot clé de François Mitterrand, c'est celui de solidarité. On peut espérer que le pouvoir ira jusqu'au bout de cette logique, afin de faire accepter les efforts et les sacrifices nécessaires. (...) Il n'est pas possible sans risques graves d'augmenter les charges salariales et les coûts de production des entreprises (...), seul un freinage des salaires, un blocage des prix et des tarifs publics pendant plusieurs mois (...), décidés avec l'accord de tous les partenaires sociaux peuvent changer les comportements. »

• De son côté, *le Figaro* accueille avec un grand intérêt ces déclarations du chef de l'Etat. Certes, il ne croit pas une seconde à la possibilité d'une telle unité, qu'il dénonce comme une « illusion » : malgré tous les appels et les cadeaux qu'on lui fait, la droite n'est pas prête à enterrer la hache de guerre. Au contraire, elle voit dans cette politique un signe de faiblesse réjouissant de son point de vue : « Aujourd'hui, le régime socialiste offre à l'opposition sur un plateau l'occasion de reconquérir le pouvoir (*le Figaro* du 10 mai). »



Mais ce type de discours présidentiel lui est agréable, parce qu'elle sait que derrière le mot « solidarité » il y a le mot « sacrifice ».

C'est pourquoi *le Figaro* rend hommage à « l'infléchissement de la pensée du chef de l'Etat » qui devrait le conduire à se diriger vers une plus grande austérité, « vraisemblablement contre beaucoup de ses amis politiques. Mais nécessaire-

ment s'il entend fonder l'unité et la solidarité nationales qu'il réclame sur l'adhésion à un réel effort de redressement ». Et de suggérer à Mitterrand de mettre illico ces beaux principes en pratique par une « remise en ordre » de la Sécurité sociale...

Unité ? Solidarité ? Deux étiquettes qui peuvent recouvrir la meilleure, mais aussi la pire des marchandises.

La seule unité que les travailleurs connaissent, c'est l'unité d'action contre la droite et les patrons ; la solidarité qu'ils veulent, ce n'est pas la réconciliation entre exploités et exploités pour des sacrifices à sens unique, c'est la solidarité de classe contre les capitalistes.

F. L.

## Quand Barre et Chirac font le bilan

**Q**UAND les dirigeants de la droite « fêtent » l'anniversaire du 10 mai, de leur défaite, on ne peut s'empêcher de penser que l'unité dont ils se prévalent à présent est une unité de façade. Chacun d'entre eux se place pour l'avenir à sa façon et avec ses moyens.

Giscard d'Estaing se tait. Il vaut mieux. Chaque fois qu'il a voulu « sortir du silence » depuis sa défaite, le résultat n'a pas été glorieux. Il se tient donc en réserve comme on dit et pour lui le silence est d'or. Une façon de laisser croire qu'il prend du recul. Ce qui arrange bien tout le monde, même « ses amis » qui trouvent que, pour l'instant, Giscard est très peu « présidentiable ».

R. Barre, lui, s'est accordé une interview : « Nous assistons (...) à une détérioration lente, mais profonde, de la situation économique et sociale de la France et cela comme conséquence de décisions que le gouvernement a prises. » Gloire à la politique ancienne donc ! Barre ne craint pas le ridicule en ajoutant que si Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu, « la situation économique de la France serait aujourd'hui meilleure. » Que Barre continue à chanter les louanges de Giscard d'Estaing est une bonne chose ! Sa cote de popularité qui n'était déjà pas forte n'augmentera pas vite.

Chirac, lui, joue au chef de l'opposition et au futur « présidentiable » de la droite. Il s'exprime par voie de presse et traite Mitterrand de « chef de la majorité » avant de lui reconnaître les attributs de président de la République. Il désavoue les propos « excessifs » de Claude Labbé et d'autres qui avaient remis en cause « la légitimité » du Premier ministre et de Mitterrand : « Nos institutions politiques doivent être respectées et les autorités légalement élues doivent jouer leur rôle et donc assumer leurs responsabilités. » Mais ces rappels à l'ordre ne l'empêchent pas de dénoncer le pouvoir « sans frein » des socialistes. Il rappelle même que la Constitution « prévoit que lorsqu'un grand problème se pose, le peuple peut être consulté par le référendum ». Sous Giscard, vous souvenez-vous que Chirac ait fait de telles déclarations ?

ment, ils s'abstiennent sur le vote final de la loi. La CGT appelle à une grève ultra minoritaire à la SFP le 29 avril, tandis qu'elle démobilise partout ailleurs. Les travailleurs étaient d'ailleurs passablement échaudés après la mobilisation du début de l'année cassée par les appareils syndicaux.

Il aurait fallu, pour faire obstacle à cette loi scélérate, une mobilisation unie de toutes les organisations ouvrières, non seulement au niveau de la radio-télévision, mais aussi au plan national. La LCR, avec ses faibles forces, aura été bien seule à défendre ces perspectives.

Bernard Richter

## AUDIOVISUEL :

### l'irréremédiable est en train de se produire

**C**OINCE à la une des journaux entre la guerre des Malouines et l'enlèvement de J. E. Hallier, le débat à l'Assemblée nationale aura occupé les députés toute la première semaine de mai et un tout petit peu au-delà. Débat marqué, pour les journaux, par quelques incidents diplomatiques entre la droite

(Vivien, RPR) et la gauche (Fillioud, ministre, PS). On se demande bien pourquoi : si la droite a occupé le terrain avec un torrent de propositions d'amendements maximalistes, le projet de loi bientôt adopté par le Parlement reprend les grandes options déjà préconisées par la grande bourgeoisie sous Giscard par le rap-

port Seydoux (ex-dirigeant de la Gaumont) ; il consacre la dénationalisation de la radio-télévision. C'est tout notre environnement culturel qui s'obscurcit encore un peu plus pour les années à venir.

Rappelons les grands traits de cette loi dont l'adoption aura été préparée par une gigantesque campagne de presse sur le thème « du téléspectateur mécontent » : la loi confirme le démantèlement du service public décidé par la loi du 7 août 1974 et l'amplifie ; sous couvert de mettre fin au monopole de programmation, c'est le monopole de diffusion qui est mis à mort, c'est-à-dire que la création d'une quatrième chaîne privée est imminente, de même que la mainmise du privé sur les futurs réseaux câblés est assurée. Enfin, la publicité sera introduite sur FR3. La régionalisation ne sera pas un moyen donné aux régions pour qu'elles se fassent entendre, mais sera un os à ronger pour les notables locaux.

#### Vers une télé à la sauce américaine

Une société de commercialisation sera créée, organisant mieux que par le passé encore le pillage de l'argent versé sous forme de redevance par les téléspectateurs, ainsi que le pillage du stock d'émissions hérité de l'ORTF. Ce qui reste du potentiel de fabrication d'émissions par le service public (que ce soit par la SFP ou les moyens de production propres de TF1, A2 ou FR3) ne peut résister face aux structures mettant les trusts du privé et leurs représentants à tous les postes de commande. Il ne reste à ces moyens que quelques années, au mieux, à vivre. Déjà, dans certains services d'Antenne 2, des

structures privées parallèles se mettent en place.

Tout ceci est à comparer avec ce qui se passe dans l'enseignement : la bourgeoisie cherche à affirmer son contrôle total sur les lieux où se fabrique l'idéologie. Elle est en passe de réussir pour la radio-télévision, où les espaces de liberté existant tant bien que mal jusqu'à aujourd'hui vont disparaître au profit d'une télévision « à l'américaine », où les présentateurs du journal télévisé vante- ront les mérites de marques de lessive ou de pâtées pour chats entre deux commentaires. Les leçons de cette défaite à peu près consommée, sans combat des partis et de syndicats ouvriers, est à méditer. Une leçon de tactique réformiste d'abord. Premier temps : entre le 10 mai et le 21 juin 1981, Nicole Questiaux et Bernard Parmentier promettent aux travailleurs de la radio-télévision la restauration du service public. Deuxième temps : la commission Moynet amuse la galerie. Troisième temps : Fillioud (ministre de la Communication) tient des propos rassurants et fait des promesses aux syndicats. Quatrième temps : la loi assomme proprement et prestement les travailleurs de la radio-télévision. Chemin faisant, la CFDT relaie la position du PS, bien qu'un communiqué commun du SURT-CFDT et du SNRT-CGT, en date du 4 mai, indique clairement que ça grogne à la base.

Leçon de tactique stalinienne ensuite : le PC et la direction de la CGT n'auront rien fait pour mobiliser les travailleurs contre cette loi. Les ministres communistes n'ont rien dit. Par contre, une gentille et facile opération est menée pour redonner une nouvelle virginité au PC : colloque de Révolution sur l'audiovisuel, les députés communistes présentent de « bons amendements » au Parle-

## La Librairie « la Brèche »



sera ouverte  
vendredi 21,  
et  
samedi  
22 mai

(pont de l'Ascension)

de 12h à 20h

9, rue de Tunis - 75011 Paris  
tél. : 367 63 57

# Georges Marchais : le PCF ne prendra pas ses distances vis-à-vis du gouvernement

La direction du PCF continue d'expliquer aux cadres et aux militants que la « situation est compliquée ».

Deux comités centraux successifs n'y ayant pas suffi, la direction, après avoir tenu une assemblée des secrétaires de cellules de Paris, a convoqué un nouveau comité central de trois jours élargi aux secrétaires fédéraux.

Pour favoriser la libre discussion, il n'était pas prévu de rapport introductif. Il est vrai que la longue interview de Marchais dans *l'Humanité* du 10 mai fixait assez clairement le cadre de la discussion.

## Le choix de la solidarité gouvernementale

« Il faut donc revenir au 24<sup>e</sup> Congrès, explique Marchais. Et, soyons francs, tout simplement. Il m'est arrivé — et je suis sûr que je ne suis pas le seul dans ce cas — de rencontrer des communistes qui, au cours d'une discussion, semblent découvrir telle ou telle idée qui se trouve exprimée noir sur blanc dans le 24<sup>e</sup> Congrès. Il ne faut donc pas craindre de déployer beaucoup d'efforts pour expliquer, approfondir, lire et relire ses décisions afin qu'elles ne restent pas lettre morte. »

Pourquoi cette invitation à l'étude et à l'effort pour tirer les enseignements d'un congrès qui n'apparaissait pas si mystérieux ?

Il semble que le problème soit de faire admettre une fois pour toutes aux cadres et aux militants que la participation du PCF au gouvernement n'est ni une ruse tactique ni un

choix conjoncturel, mais une donnée durable qui signifie un choix fondamental.

Et ce malgré les difficultés auxquelles se heurtent les militants du PCF lorsqu'ils veulent expliquer la politique de leur parti ; et malgré la montée du mécontentement provoqué par la politique gouvernementale.

Problèmes croissants qui ne font qu'accroître les réticences qui existent au sein du PCF concernant la justesse de ce choix. D'une part, à l'évidence, une forte pression se fait jour dans les rangs du PCF pour que celui-ci se dégage d'une solidarité gouvernementale étouffante et difficile à justifier au regard de ce qu'ont été la politique et les discours tenus des années durant.

D'autre part, il semble que beaucoup de militants, sans préconiser une solution aussi radicale que le retrait des ministres communistes, incapables de défendre une politique qu'ils ne comprennent pas, se réfugient dans l'immobilisme.

C'est pour répondre aux uns et aux autres que Marchais se démène. Aux premiers, il explique qu'il leur faut comprendre qu'avec le 10 mai la situation politique a profondément changé. « Il y a donc, pour chaque communiste, à se mettre à jour dans sa manière d'être, de penser, d'agir, il y a de nouvelles habitudes à prendre. Sans aucun doute, cela demande effort. C'est compliqué. » C'est d'autant plus compliqué qu'après avoir si longtemps expliqué que Mitterrand ou Giscard ce serait « bonnet blanc et blanc bonnet », il faut à présent faire comprendre que « se mettre à l'écart, revenir à l'opposition, cela reviendrait à agir comme au temps où Giscard était au pouvoir ; comme si rien n'avait changé ! » Des seconds, il faut obtenir qu'ils se réveillent, qu'ils participent à leurs réunions de cellules, qu'ils militent...

Ce qui supposerait de surmonter la crise d'orientation que connaît le PCF !

## « Resserrer l'union »

Tâche d'autant plus difficile qu'elle suppose non seulement de convaincre que le tournant à 180 degrés opéré au lendemain du 10 mai était juste et maîtrisé, mais aussi que les rectifications plus récentes sont également justes et maîtrisées. Ainsi de la question de l'unité d'action. Puisque, après avoir, jusqu'à la veille



du 1<sup>er</sup> Mai, dénoncé la CFDT et expliqué que nulle action commune n'était possible avec ceux qui pratiquent la collaboration de classes et font le jeu des patrons, il s'agit à présent de faire comprendre que le PCF est unitaire. « Alors, raison de plus pour les communistes de se montrer conquérants, rassembleurs, audacieux, comme nous l'avons fait en prenant l'initiative de proposer un grand 1<sup>er</sup> Mai unitaire. Pour les communistes, l'heure n'est vraiment pas au repli sur soi ! L'heure est au contraire à un comportement ouvert, démocratique, unitaire, tout entier tourné vers les travailleurs, vers les gens, pour les écouter, proposer, débattre, agir, gagner ce qui peut l'être. En un mot : pour aller de l'avant avec eux. »

Confirmation que le tournant opéré à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai n'était

pas une simple opération ponctuelle mais correspond à une volonté d'affirmation « unitaire » du PCF dans la situation présente.

## « La bataille de la production »

On comprend qu'après plusieurs années de divisions et de campagnes anti-PS, l'accord de gouvernement PS-PCF ait troublé beaucoup de militants. On comprend que ces mêmes militants voient leur trouble accentué par des appels à « l'unité sans exclusive » qui font suite à des mois et des mois de division acharnée entre la CGT et la CFDT et de dénonciation de la CFDT. D'autant que la désorientation ne peut qu'être aggravée par la grande question que la direction s'efforce d'esquiver qui est de savoir : présence au gou-

vernement et propositions d'unité pour quelle politique ?

Le 24<sup>e</sup> Congrès a eu pour fonction de justifier l'abandon du programme défendu par Marchais autour des « 131 propositions » au nom du respect du verdict populaire.

Reste à démontrer que la politique menée permet de faire des pas en avant et de progresser dans le bon sens. Et ce sans se confondre avec le PS en approuvant totalement et inconditionnellement la politique gouvernementale.

D'où un slalom permanent entre la mise en valeur de l'action du gouvernement et des critiques ponctuelles et des démarcations.

D'un côté, des critiques émises par rapport aux concessions faites au patronat : « La politique nouvelle n'est donc vraiment pas celle des concessions, celle de la recherche d'un impossible compromis avec ces gens-là. »

De l'autre côté, le silence total sur le fait que ces concessions et compromis ne sont pas des aspects secondaires, voire des faux pas de la politique gouvernementale, mais bien cette politique elle-même.

D'un côté, l'affirmation que ce qui est en cause c'est « la gestion capitaliste elle-même », qu'il faut s'attaquer au chômage et à la hausse des prix et, pour ce faire, s'appuyer sur le secteur public et nationalisé.

De l'autre côté, des propositions bien timides : « C'est pourquoi nous proposons que des efforts soient portés en priorité sur les bas salaires, sur la lutte contre les inégalités sociales, sur la qualification des travailleurs et la formation professionnelle des jeunes, sur le logement social. » Et une perspective générale qui est celle de « la politique industrielle nouvelle : (...) Nous avons donc proposé que soient créés des contrats de production et de compétitivité passés entre l'Etat et les entreprises qui se fixeraient des objectifs de créations d'emplois, de réduction des importations excessives, de reconquête du marché intérieur. »

Marchais peut affirmer que la perspective est celle « du socialisme à la française ». De telles propositions ne s'inscrivent pas dans une logique de rupture avec le capitalisme, on voit mal comment elles pourraient échapper à celle de la collaboration de classes. En conformité avec la solidarité gouvernementale !

F. S.

## Une lourde erreur...

« Devons-nous prendre nos distances, voire même quitter le gouvernement ? Je l'ai dit lors de l'assemblée des secrétaires de cellules de Paris, et je le répète : "S'il advenait que des communistes pensent ainsi, ils se tromperaient lourdement, totalement. Non seulement une telle éventualité ne serait pas plus favorable, mais elle serait désastreuse pour notre peuple et — c'est une certitude — désastreuse pour le Parti communiste français lui-même." »

## Les « droits nouveaux » en question

DEVANT le projet de loi Auroux sur les « droits nouveaux », les patrons voient rouge. Pourtant le projet de loi Auroux ne mérite pas tant de fougue. Comme nous l'avons analysé (*Rouge* n° 1578 du 2 au 8/4/82) ce projet laisse les mains libres aux patrons pour l'essentiel et permet même de graves retours sur les avantages acquis en la matière, comme la possibilité d'accords d'établissement inférieurs aux conventions collectives nationales.

*L'Huma* (12/5/82) est obligé de constater que les réunions sur les conditions de travail, en dehors de toute autre précision et de tout autre droit peuvent aboutir aux cercles de qualité voués par le patronat, notamment quand l'organisation syndicale est faible ou inexistante.

E. Maire lui-même déclare qu'un tel projet ne donne rien à ceux qui n'avaient rien. Mais alors pourquoi les uns et les autres se sont-ils ingéniés à trouver des vertus à ces textes et à les voir « aller dans le bon sens » ? En fait PS et PC ont reculé devant les exigences patronales non pour des raisons économiques mais

pour des raisons politiques : sauvegarder l'autorité patronale dans l'entreprise.

## Oui, il faut des droits nouveaux contre le patronat

Nous sommes des partisans convaincus des droits nouveaux pour les travailleurs, pour mener le combat contre le patronat et la droite, pour leur imposer le changement. Les travailleurs veulent l'arrêt du chômage : il faut le droit de veto des délégués sur les licenciements. L'entreprise serait en difficulté : ouverture des livres de compte. Les travailleurs ne veulent pas perdre leur santé ou leur vie pour le profit du patron : droit d'arrêt immédiat des machines dangereuses.

Mais il n'y a pas que dans ces cas limites que les travailleurs doivent avoir le droit de contrôle. Il faut de véritables droits d'expression des travailleurs, en dehors de l'encadrement, pris sur le temps de travail et payé comme tel et qui ne se con-

fondent pas avec l'heure d'information syndicale. Pourquoi le PC subordonne-t-il les réunions d'ateliers à la convocation par le délégué syndical ? N'y a-t-il pas place pour une organisation unitaire des travailleurs dans les ateliers pour discuter des revendications et des moyens de les faire aboutir, pour contester les choix patronaux ? Chaque organisation syndicale convoquera-t-elle son conseil d'atelier ?

La voie du changement est de s'en prendre au pouvoir du patron et de donner le maximum de droits et de moyens aux travailleurs. Il aurait fallu commencer par étendre les droits des travailleurs à toutes les entreprises, quel que soit leur nombre de salariés. Voilà qui aurait été un grand changement quand on sait que 47 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés où tous ces droits nouveaux et anciens ne sont pas applicables. Voilà les mesures qu'aurait prises un gouvernement qui voudrait gouverner pour les travailleurs. Encore une fois, ce n'est pas le cap pris par ce gouvernement.



# CITROËN : un tournant dans la grève

Plusieurs éléments se combinent aujourd'hui pour créer une situation nouvelle à Citroën. La grève s'étend à Asnières et renforce la position des grévistes face à la direction. En plus, tous les éléments convergent pour confirmer l'agitation des travailleurs de Rennes, la plus grande entreprise de Citroën. Au même moment, la direction relance la négociation en répondant positivement à une initiative de la CFDT, mais en prenant bien soin de diviser les syndicats CGT, CFDT et FO dont les dirigeants n'ont pas les mêmes projets immédiats.

Cependant, la direction ne fait pas cela n'importe quand. Elle a maintenant dans la poche une décision d'évacuation des piquets d'Aulnay (et de Levallois vraisemblablement demain) dont elle peut se servir pour faire des pressions et laisser traîner les choses.

La « légalité » étant du côté de Citroën, la balle est clairement dans le camp du gouvernement. Fera-t-il respecter « la loi » dont il n'arrête pas de se réclamer ?

Ce serait à l'évidence une grosse provocation contre les travailleurs qui ont voté, en particulier, pour que des situations aussi intolérables que celle qui règne à Citroën soient balayées.

Affaiblir les grévistes aujourd'hui c'est déjà s'engager à ce que demain les méthodes Citroën reprennent dans les entreprises.

La question est donc bien : le patronat pourra-t-il continuer à appliquer la loi qu'il choisit dans ses usines, et ce malgré le changement politique ?

Dans ce contexte, les dirigeants syndicaux et en premier lieu ceux de la CGT visent à obtenir leur reconnaissance dans l'entreprise. Le statut Peugeot en quelque sorte, où les méthodes répressives contre les travailleurs s'approchent de celle de Citroën. Mais où, au-delà de difficultés très sérieuses, les syndicats sont reconnus et des moyens plus « modérés » employés pour réduire leur influence.

Pour obtenir cela, il faut un recul de la direction. C'est ce qui explique que les dirigeants syndicaux « mettent le paquet » encore aujourd'hui. Mais ils conservent tous les leviers de commande entre leurs mains pour pouvoir contrôler les réactions de la base au moment où il faudra faire accepter le compromis.

La limite qu'ils s'imposent, c'est celle de ne pas permettre que les travailleurs agissent contre la passivité du gouvernement. C'est le sens du refus des dirigeants syndicaux de l'envoi de télégrammes aux députés du PS et du PC pour qu'ils agissent pour les droits des travailleurs, qui seraient pour la circonstance « nouveaux » à Citroën.

Comme les travailleurs ne sont pas décidés à rentrer sans garanties précises, au moins sur leur « liberté », et que la direction ne semble pas encore décidée à changer quelque peu ses méthodes, la situation est bloquée pour quelque temps.

La grève est donc à un tournant. C'est bien pour cette raison qu'il est décisif d'organiser dans l'unité des distributions de tracts de solidarité partout où existent des entreprises Citroën. Qu'il faut partout envoyer des télégrammes à la majorité PS-PC pour qu'elle ne se contente pas de paroles sur les droits nouveaux, mais qu'elle en finisse avec les méthodes de Citroën en cassant la direction, en légalisant le rapport de forces qui existe sur le terrain.

Il faut que soit dit clairement aux dirigeants du PS et du PC que les travailleurs ne tolèrent pas que, comme à la Société générale, la police une fois de plus aide le patronat contre les travailleurs de Citroën.

F. C.



## DANS L'UNITÉ, TROISIÈME SEMAINE DE GREVE A AULNAY

# « La CSL, on n'en veut plus dans l'usine »

**M**USIQUE, tables, chaises, banderoles et drapeaux CGT ou CFDT : les piquets de grève de Citroën-Aulnay entament la troisième semaine. « Journaliste ? » Plusieurs immigrés s'énervent aussitôt : « La télé ne dit pas la vérité sur la CSL. Elle parle de la lutte sans parler de l'absence de liberté dans l'usine. » « La CSL, c'est la CFT qui a changé de nom... »

L'ordre chez Citroën ? Un simple exemple, banal à côté de ceux des délégués matraqués à l'usine ou chez eux. « Ils m'ont appelé deux et trois fois par jour au bureau du chef pour me dire de ne pas parler avec un délégué. Je répondais : c'est un ami de mon village au Maroc. Mais ils disaient : si tu lui parles, un jour il te montera la tête. » Il n'avait jamais participé à une grève ; aujourd'hui, comme plusieurs dizaines d'autres, il « est délégué », « élu pendant la grève ».

« Plus rien ne sera comme avant », disent-ils. Car cette grève vient de loin. Citroën, avant, faisait ce qu'il voulait : les chefs imposaient le vote CSL ; ou celui pour FO. Par la menace sur l'emploi, mais aussi en donnant des avantages, ou de l'argent. Par la répression aussi : les sympathisants de la CGT ou de la CFDT changeaient de postes de travail chaque jour ou même plusieurs fois par jour ; et les candidats délégués se voyaient proposer huit millions pour partir de l'usine, avec à la clé des menaces s'ils restaient...

Depuis le 10 mai, un changement dans l'usine : les inspecteurs du travail y font leur travail : lors de leurs tournées, les chefs les évitent ; certains se cachent : l'histoire de celui qui est resté enfermé dans le noir dans

son bureau pendant trois quarts d'heures a fait le tour de l'usine. « On s'est dit qu'il y a une loi, même pour Citroën. » « Dans les foyers et avec les voisins du quartier, on a discuté : on a entendu toutes les discussions sur le changement ; on a vu les grèves de Renault, de Peugeot », explique un militant algérien. « Avec l'Amicale, on est allé au consulat pour leur demander de parler au gouvernement français des brimades racistes. »

### Les chefs et les inspecteurs du travail.

À la place de l'isolement et de la peur, une ambiance d'espoir est ainsi née pour les immigrés de l'automobile. Renforcée par la régularisation de leurs cartes de séjour durant ces derniers mois.

De là, les revendications : les 400 F d'augmentation, « pour être comme à Renault » ; et celles sur la cinquième semaine accolée aux autres et sur les cadences elles aussi portées en avant dans les autres grèves ; ils ont ajouté l'exigence de l'élection des interprètes, sous forme de « délégués de langue », « parce que les interprètes nommés par la direction sont des menteurs ».

Au centre de toutes leurs discussions : ils ne veulent pas reprendre leur travail si c'est « pour se retrouver en face des autres ». Quelques-uns ajoutent même que c'est là l'essentiel, « même si on n'a pas les autres revendications ». « Si ce n'est plus la CSL et les chefs qui font leur loi, le reste on l'aura : tout de suite ou un peu plus tard... » La direction de Citroën elle-même a bien confirmé que c'était là le point décisif : elle est

prête à négocier sur toutes les revendications, mais exige la présence de la CSL à la négociation.

L'issue ne sera donc pas facile à trouver pour les directions des fédérations métaux de la CGT et de la CFDT : elles ont visiblement renoncé à demander au gouvernement la dissolution de la CSL (ex-CFT) alors que les grévistes veulent en être débarrassés. Le verrou de la situation est là : la CSL et la maîtrise des usines Citroën se confondent si étroitement que dissoudre la CSL revient à désorganiser le personnel d'encadrement de Citroën : à l'inverse de Peugeot, qui a misé sur FO et sur la CFTC pour mieux cacher ses atteintes aux libertés syndicales, la direction de Citroën n'avait pas encore adapté sa tactique. Elle croyait même très malin de muter à Aulnay bon nombre d'ouvriers repérés comme « fortes têtes », dans l'espoir de les briser. En fait, leur accumulation dans cette usine a produit l'effet inverse.

## LEVALLOIS : les CRS aident la direction

**L**A direction de Citroën cherche à faire croire que des effectifs importants veulent travailler. Cela permet la campagne de la droite sur la représentativité de la CSL et l'influence de la direction. Les provocations continuent donc, en particulier à Levallois où la direction a fait porter son effort ces derniers jours.

Lundi matin, une trentaine de cadres et agents de maîtrise voulaient entrer. Ce sont les CRS qui ont fait une haie pour leur permettre de pénétrer dans l'usine. Avant cela, certains dirigeants locaux de la CGT avaient proposé que le piquet les laisse passer. Des discussions vives se sont donc engagées : les grévistes et les délégués de l'entreprise ne voulaient pas laisser le passage.

Mardi, la direction prétendait faire entrer trois cars, aux deux tiers vides par ailleurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les ouvriers et les quelques employés grévistes ne reconnaissent pas grand-monde dans ces cars. Dans le seul bus qui a pu pénétrer, une fois de plus sous la protection des CRS, les larbins de la direction ont passé le porche à plat ventre et sans une vitre intacte.

C'est donc, pour tout le monde, un avertissement clair : les travailleurs ne sont pas décidés à lever le piquet sans avoir au préalable imposé la fin du système de terreur chez Citroën. Et il est intolérable que le gouvernement envoie les CRS aider la direction fasciste de Citroën !

Aujourd'hui, l'unité des travailleurs s'est faite autour des « délégués », apparus dans la lutte. « Dans les foyers et les quartiers, expliquent-ils, beaucoup d'ouvriers viennent nous voir, même s'ils n'osent pas se montrer aux piquets. Et il n'y a que quatre ou cinq mouchards de la direction qui se plaignent de la poursuite de la grève. » Quant aux divisions entre organisations syndicales, les grévistes sont on ne peut plus clairs : « Ça, c'est en haut ! Nous les immigrés, c'est l'unité. » Quelle meilleure situation pourrait-on rêver pour chasser les milices patronales de Citroën, pour peu que le gouvernement ne se soumette pas aux exigences du CNPF, bien sûr solidaire de la direction de Citroën ?

Pierre Rème

UN AN APRES LE 10 MAI

# D'étranges cadeaux d'anniversaire...

## ► Longwy : chômage technique et restructuration

**M**ERCREDI 12 mai, le député PS de Longwy fut bien surpris : ce n'est pas une délégation d'une dizaine de personnes qui se présentait chez lui mais environ trois cents sidérurgistes. Et des sidérurgistes en colère. Contre le chômage technique qu'ils devraient subir pendant dix jours à la fin du mois. Et contre les menaces précises sur l'avenir de cette unité de production.

Il y a quelques semaines, en effet, au nom de la surproduction, la direction a annoncé en comité d'entreprise cette mesure de chômage et ces menaces. FO voulait discuter du taux de dédommagement du chômage technique ; la CGT ne savait trop que faire... La CFDT proposait alors un télégramme à envoyer au gouvernement, aux élus et à l'ensemble des pouvoirs publics : pour leur dire qu'ils ne voulaient pas de ce chômage technique. Cette initiative fit l'unité.

Depuis, alors que la direction de la CGT ne semble pas savoir par quel bout prendre l'affaire, les militants CFDT, très influents à la tôlerie, ont discuté avec les travailleurs. Ceux-ci ont jugé que « *ça suffisait comme*

*ça* » : « *on est trop gentils et rien ne change* ». Il est alors apparu la proposition d'aller le dire au député : pas pour se tourner contre lui mais parce qu'il représente la majorité et doit, à ce titre, répondre de la politique du gouvernement.

Ce député, en effet, est lui-même un ancien militant de la CFDT élu en juin dernier à cause du recul des voix du PCF... Honnêtement, il explique ce qu'il croit vrai : que les débats internes à la majorité seront efficaces, qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois dans la sidérurgie sans qu'il y ait eu, au préalable, la création d'emplois de reconversion. D'après lui, avec une bonne pression ouvrière et une solide patience, le changement avancera.

Mais les ouvriers ont, eux, d'autres éléments pour juger : le chômage technique d'abord et, à cause des plans de production de la direction d'Usinor, la menace de fermeture de la tôlerie dont la production pourrait être transférée à Dunkerque afin de mieux rentabiliser les installations de cette usine.

Cette manifestation des ouvriers de la tôlerie n'est donc qu'un

premier pas. Ce qui est en question, c'est l'ensemble des projets de l'Europe des patrons : le gouvernement français a accepté de poursuivre les plans capitalistes qui prévoient une réduction des capacités de production et un certain nombre de fermetures d'installations, même parfaitement valables, pour « rentabiliser » les autres. Leur argument actuel est totalement scandaleux : à cause de la récession internationale de 1981 et début 1982, les installations les plus « compétitives » ne tournent qu'à 55 % de leurs capacités et il faut les faire remonter rapidement à un taux de 80 %... Dans ce contexte, les travailleurs de Longwy comprennent parfaitement comment en réduisant la production dans la tôlerie on prépare son arrêt.

Ils ont dit nettement non et se promettaient de faire de même lors du comité d'entreprise extraordinaire convoqué pour le lendemain. Au milieu de cette mobilisation qui commence, une conviction : ce qui se fait depuis un an ne correspond pas à ce qu'attendaient les travailleurs.

Pierre Rème



Après leurs luttes de 1979, ils refusent la nouvelle restructuration.

## ► Société générale : Neuf otages !

La direction de la Société générale s'affuble d'un double visage : à la télé, on parle d'ouverture et de négociations. Dans l'entreprise, c'est la volonté de casser une grève qui est partie sur l'exigence d'un avancement automatique de carrière à l'ancienneté. La police est encore intervenue mardi à l'immeuble Trocadéro, à Paris, les grévistes parvenant à se réintroduire dans les locaux. Mayoux fait des propositions dérisoires (elles représentent 0,30 % de la masse salariale). Il refuse de parler des révocations tant que le conflit n'est pas réglé et veut donc garder neuf otages. Aussi le conflit est-il amené à se durcir encore, notamment à l'occasion d'une nouvelle journée de mobilisation et de manifestation le jeudi 13 mai.

L'unité des grévistes autour de leur comité de grève s'est renforcée ces derniers jours, malgré l'attitude de la direction (CGT). Une élue CGT a rendu compte en assemblée générale du congrès de son syndicat qui venait de se tenir. Elle a révélé que la

fédération CGT des employés s'est permis, lors de ce congrès, d'assimiler la CFDT et les grévistes CGT à la CSL ! Elle a demandé à la direction de son syndicat de venir s'expliquer devant les travailleurs en lutte et appelé au renforcement de la CGT sur des bases de lutte. Au cours des discussions, les grévistes ont appris que 30 % des délégués à ce congrès du syndicat CGT étaient favorables à la grève reconductible, à l'unité et à la participation au comité de grève.

La majorité PS-PC doit s'engager pleinement en soutien à la grève et le gouvernement doit prendre position en faveur des travailleurs ! En début de semaine, 1 200 travailleurs de l'entreprise avaient déjà protesté contre l'intervention de la police en signant une lettre ouverte à Mauroy. Le secrétariat national entreprises du PS demande la levée des neuf révocations en préalable à l'ouverture de négociations sérieuses sur les salaires, tandis que la section PS de la Société générale a cru bon de renvoyer dos à dos dans un tract, les

prétendus « actes d'illégalité » des grévistes et l'intervention des forces de l'ordre. Le groupe communiste du conseil de Paris est intervenu contre les sanctions mais ces démarches, bien tardives, auraient gagné à être effectuées en commun avec le PS.

Cette grève pose la question de l'unification des statuts de la profession autour des acquis et revendications les plus avancés. C'est dans cette direction que devraient agir unitairement toutes les fédérations syndicales de travailleurs dans la banque.

Correspondants

### Dernière minute

La police est intervenue brutalement mercredi matin contre le piquet de grève de l'agence Champs Élysées. Il y a eu des échauffourées. Le personnel ouvrier d'une imprimerie située au-dessus de l'agence était aux fenêtres et criait « halte à la répression ».



Une des nombreuses manifestations

## ► BELLA : VERS DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS

**A**NNONCES pour le 10 mai, les licenciements des ouvrières et ouvriers de Bella ont été reportés : le comité d'entreprise doit se tenir le vendredi 14. Il est vrai que le 7, une manifestation très dure avait marqué Perpignan : des masses de têtes de poupées étaient déversées devant la préfecture ; puis étaient enflammées ; des vitres étaient cassées, etc. « *L'énergie du désespoir* », commentait le journal local *l'Indépendant*, qui ne se permettait cependant aucune critique...

Le lundi 10 fut marqué par une manifestation d'un autre genre : le syndicat autonome essayait d'organiser une grève « *contre la CGT* » ; il récoltait un échec en ne rassemblant que quatre-vingts grévistes. Mais les arguments volaient bas : « *Dehors les femmes à domicile, dehors les sous-contracts embauchés de fraîche date, dehors les Arabes.* » Tout leur était bon pour « *soutenir le plan présenté par le gouverne-*

*men !* » On mesure donc le scandale : les forces réactionnaires de l'entreprise s'attaquent aux ouvrières et ouvriers en lutte pour leur emploi ; elles le font au nom des plans acceptés par le gouvernement ; et, pour la portée symbolique, cela tombe le 10 mai !

Malheureusement, cela correspond à la réalité : les services ministériels — ceux de Delors comme ceux de Dreyfus — justifient la nécessité de donner des millions à monsieur Berchet, un patron qui empoche ces cadeaux et qui ne garde que 150 salariés sur mille. Pour « recaser » cinq cents personnes, un vague projet d'hypermarché, rejeté par toutes les forces politiques et par les élus locaux. Mais licenciements et hypermarché devraient cependant, d'après les pouvoirs publics, entrer dans les faits !

Où est le changement, se demandent la grande majorité des « Bel-

la » ? Et beaucoup d'entre eux ajoutent, à l'adresse du PS et du PC : « *les partis nous ont abandonnés* ». En effet, après avoir rejeté le plan Berchet par une question orale à l'Assemblée nationale, le PC refuse maintenant d'appeler à la mobilisation ; il en est de même du PS, dont le groupe parlementaire avait aussi pris position contre le plan patronal... Après avoir proposé un communiqué commun appelant à l'abandon de ce plan, la section de la LCR publie et diffuse une « lettre ouverte » posant ces questions aux militants du PS, du PC et aux travailleurs : oui ou non la lutte pour l'emploi passe-t-elle par l'interdiction de tels licenciements ?

Malgré ces défilades des partis majoritaires, qui cependant « soutiennent » officiellement la lutte, les « Bella » ont décidé de continuer : le samedi 15 mai, ils organisent une « *journée portes ouvertes* » à leur usine.



Les CRS contre les ouvrières de Bella.



## QU'ONT-ILS FAIT DE LA CGT ?

« **A** PRES avoir lu pendant plusieurs heures les 70 pages du « Peuple », je ne retrouve pas les mêmes aspirations de la masse de nos syndiqués et des travailleurs. Les cinq chapitres sont plutôt axés vers une autosatisfaction et édulcorent l'autocritique de fond pourtant nécessaire pour avancer. »

Ces lignes sont extraites d'une tribune du 41<sup>e</sup> Congrès, publiée par « le Peuple » n° 1131, un mois avant son ouverture, le 13 juin. Elles reflètent exactement l'état d'esprit majoritaire des syndiqués. Ceci est d'autant plus remarquable que ces lignes sont écrites par un des secrétaires de l'UD du Val-de-Marne, André Deluchat. C'est un fait : la direction confédérale sortante a choisi délibérément l'autosatisfaction. Elle n'a daigné faire aucun retour critique sur l'orientation qu'elle a mise en œuvre. Cette orientation n'était pas celle du 40<sup>e</sup> Congrès, à bien des égards.

Celui-ci prévoyait des tribunes lors de tout débat important avant les CCN. Il y eut la présidentielle, il y eut la Pologne, il y eut l'unité d'action. Pas un débat ne fut organisé, mobilisant les adhérents. Le mandat démocratique du 40<sup>e</sup> Congrès a été liquidé. Au point que « tout débat contradictoire, toute expression différente sur tel ou tel point, par exemple concernant l'unité d'action, les problèmes internationaux, les formes d'action, les positions confédérales issues de divers CCN pour le changement et lors de l'élection présidentielle sont considérés comme une pression intérieure à la CGT visant à la détruire ». C'est encore Deluchat, secrétaire de l'UD du Val-de-Marne qui l'affirme.

Le débat n'a pas existé avant le 41<sup>e</sup> Congrès. Il n'existe pas plus aujourd'hui. Il faut être René Lomet pour afficher dans « l'Huma » du 10 mai une satisfaction de commande. Il annonce la tenue de « 4 400 débats réunissant 100 000 syndiqués ». Ces débats, il est payé pour le savoir, ont été des réunions sans vie, regroupées autour d'un membre du bureau confédéral, venu paraphraser le document d'orientation.

Des tribunes ont bien été publiées, dans « la Vie ouvrière » et « le Peuple ». Mais quelle conséquence auront-elles sur le congrès lui-même, dont les délégués ont été désignés pour la plupart, d'en haut, depuis plusieurs mois ? Bien sûr, Ségué, en décembre 1978, à Grenoble, avait recommandé dans sa conclusion du 40<sup>e</sup> Congrès que se tiennent des congrès de syndicats préparant le 41<sup>e</sup> Congrès. (In extenso « le 40<sup>e</sup> Congrès » page 298). Cela a été aussi oublié.

Tous ces freins au débat, à chaud, au moment de l'événement ou avant le congrès confédéral, ont un but essentiel : masquer le bilan réel de la direction sortante, tenter d'escamoter les véritables enjeux du 41<sup>e</sup> Congrès confédéral, éviter un débat sur la ligne. Non, le bilan ne peut être voté les yeux fermés, comme le voudrait un paragraphe du document d'orientation (II-2/17), ou le rapport d'activité.

Qu'est-ce qui justifierait un vote de confiance à cette direction confédérale sortante ?

Les élections professionnelles, depuis le 10 mai 1981, ne font que confirmer les statistiques du ministère du Travail, portant sur l'année 1979. Déjà à ce moment, la CGT ne faisait plus que 34,4 % aux élections des comités d'entreprise, alors qu'elle obtenait 37,4 % des suffrages en 1977. Le nombre d'adhérents officiellement reconnus chute encore plus quand les militants vérifient dans leurs UD ou leurs fédérations l'état réel des effectifs. Pour 400 000 adhérents actifs perdus, combien réellement partis et non comptabilisés ?

Quant à la démocratie interne, l'exemple de la liquidation d'une équipe féministe de rédaction, celle d'« Antoinette », est éloquent. Deux mois avant le congrès de tous les syndicats de la CGT, la direction veut enterrer les acquis féministes de la ligne antérieure sans en référer à toute la CGT. Elle procède par liquidation administrative de l'équipe d'« Antoinette », porteuse de ces acquis.

Sans doute Krasucki deviendra-t-il le secrétaire général de la CGT. Mais de quelle CGT ?

Jean Lantier

# LA POLITIQUE DE KRASUCKI AFFAIBLIT LA CGT

## ► Effectifs : la catastrophe

- La direction avoue une perte de 400 000 syndiqués

**A** la fin d'un volumineux numéro, consacré au rapport d'activité pour le 41<sup>e</sup> Congrès, le *Peuple* n° 1130 ne consacre qu'une demi-page à une question pourtant explosive : celle des effectifs de la CGT. Un tableau laconique fait état d'une chute de 400 000 adhérents actifs de 1977 à 1980. La CGT comprendrait aujourd'hui 1 918 583 membres, dont 1 634 375 actifs. Mais quelle foi apporter à ces chiffres ?

ANNEE	ACTIFS	RETRAITES
1977	2 016 841	305 214
1978	1 890 649	302 213
1979	1 737 989	293 174
1980	1 634 375	284 208

Il convient de se souvenir de la polémique autour des effectifs née avant le 10 mai 1981. Des membres PS de la commission exécutive nationale avaient fait état de 1 500 000 membres. Ségué, le 2 avril 1981, à Clermont-Ferrand, avait avancé pour leur répondre le chiffre de 2 250 000 adhérents lors d'un meeting CGT : le secrétaire général aurait dû être plus prudent. Mais, le 7 avril 1981, Ernest Deiss, trésorier confédéral, annonçait le chiffre de 2 000 000, soit 1 700 000 actifs et 300 000 retraités. Ce qui n'empêcha pas Henri Krasucki de dire le 9 avril à *France Inter* : « Après un tassement des adhérents entre 1976 et 1978, la CGT a enregistré une progression de 200 000 syndiqués du 31 mars 1980 au 31 mars 1981. » Du 2 avril au 9 avril 1981, les effectifs de la CGT ont varié au gré des déclarations

confédérales. De quoi avoir un doute sur le sérieux...Le document le plus récent de la direction sortante date du 15 avril 1982. Il s'intitule : « *C de repères sur l'état de santé de la CGT* ». Cet effet très partielle : elle porte sur 73 UD et ne fait adhérer enregistrées au cours du premier trimestre la donnerait 95 664 cartes placées. Mais nulle part le chiffre des départs. Ces 95 000 adhésions ne tement rien.

Car, enfin, combien fallait-il d'adhésions tenir les effectifs de l'année passée ? Et combien adhérents CGT en 1981 ? Combien faut-il d'adhé-

## ► Elections : net recul dans les hôpitaux

**L** ES élections pour les commissions paritaires se déroulent tous les quatre ans. Par rapport aux élections de 1978, le bouleversement est important :

— la CFDT progresse à peu près partout (plus de 5 % en moyenne avec des pointes à plus de 15 % ;

— CGT et FO reculent dans les mêmes proportions.

Le recul de FO est surtout net dans les grands hôpitaux, alors qu'elle réussit à se maintenir dans les petits établissements, souvent avec l'aide de la direction. Quant à la CGT, elle recule dans tout le pays, en-

registrant ses rares succès là où une orientation combative et unitaire s'est développée (Dreux, Auxerre).

La CFDT, qui avait déjà progressé de 2,5 % en 1978, est la principale bénéficiaire de ces élections qui ont vu d'ailleurs une participation plus importante que les précédentes. Il faut aussi noter qu'une réforme du mode de scrutin rendait celui-ci plus démocratique.

● La CGT santé paie, d'une part, l'attitude globale de sa confédération (présidentielle, Pologne, division), mais aussi son attitude depuis le 10 mai face aux revendications. Alors que plusieurs dizaines d'hôpitaux sont entrés en lutte ces derniers mois, la fédération a choisi de les maintenir dans l'isolement et surtout de privilégier les antichambres ministérielles.

Aujourd'hui, le problème central, crucial, des travailleurs hospitaliers est l'embauche massive et immédiate d'effectifs. Les directions d'hôpitaux tentent de contourner cette

exigence par une rationalisation du travail (chasse aux pauses, réduction du temps de transmission entre équipes). Or la secrétaire générale de la fédération, Yvette Bellamy, ose déclarer dans *l'Humanité* du 28 avril : « Il n'est pas indispensable que les besoins d'embauche soient résolus pour que la CGT mène avec les employés une bataille originale d'auto-gestion de la réduction du temps de travail, service par service. » « Bien entendu, remarque-t-elle, cette action aboutira plus tard (sic!) à l'embauche d'effectifs nouveaux. »

Ce « recentrage » à froid, doublé d'un sectarisme sans bornes à l'égard de la CFDT, même et surtout là où celle-ci combat sa propre direction confédérale, a dégoûté des travailleurs combattifs. ● Parallèlement, FO, traditionnellement bien implantée dans les hôpitaux, surtout au sud de la Loire et dans le personnel administratif, subit un nouveau recul. Elle avait mené une campa-



gne démagogique virulente qui faisait quasiment la situation d'adhésion comme plus faibles ne l'ont. C'est donc la CFDT qui a le double rejet. Ses luttes et se p l'unité. La direction donc obligée

### QUELQUES CHIFFRES :

- Clermont-Ferrand CHU : CGT moins 10 %, CFDT plus 19 %.
- Sainte-Anne Paris : CGT moins 18 %, CFDT plus 16 %.
- Dreux : CGT plus 12 %, FO moins 13 %.
- Auxerre : CGT plus 13 %, FO moins 13 %.

## • Villejuif :

### le verdict des travailleurs

**A** U CHS de Villejuif, il y a trois mois, onze militants de la CGT se voyaient chassés de leur syndicat par lettre recommandée. Tous étaient connus pour leur dévouement et leur fermeté face à la direction. Leur crime ? Avoir publiquement manifesté leur solidarité avec Solidarnosc.

Cette décision scandaleuse, prise sans même réunir les syndiqués, souleva de nombreuses réactions : soixante syndiqués signèrent une pétition, trois des cinq élus du personnel soignant firent une lettre exigeant que soit stoppée toute exclusion.

Les « onze » saisirent la commission des conflits de la CGT. Ils en-

voyèrent une lettre à l'union locale, à l'union départementale, à la fédération, à Ségué et Krasucki. Sans résultat. La commission exécutive confirma leur exclusion en bloc !

Ils décidèrent alors de passer à la CFDT, en expliquant publiquement leur démarche aux travailleurs de l'hôpital : « Comprenez bien que nous n'avons pas choisi de quitter la CGT. On nous en a

chassés par la force (...) Depuis de longues années, nous avons combattu pour défendre le personnel, et nous entendons continuer (...) Il nous faut un outil. Voilà pourquoi nous adhérons à la CFDT (...) Beaucoup des travailleurs nous connaissent. Ils nous ont vu intervenir (...) pour les revendications (...) pour l'unité (...) pour le fonctionnement démocratique et l'indépendance du syndicat (...) Ces idées-là, nous continuerons à les défendre dans la CFDT : Nous lutterons pour l'unité (...) Nous n'accepterons jamais de "réviser en baisse" les revendications, ou d'échanger des baisses de salaire

contre une réduction du travail au nom du "recentrage" (...) Nous lutterons pour la direction du syndicat doit être les travailleurs.

Après leur passage — qui n'existait pas sur l'hôpital — ce fut un afflux d'adhésions en quelques semaines. Les résultats des élections furent sans

La CGT perd le vote. La CFDT du syndicat sur ces travailleurs). FO, concurrences avec la nette. Le secrétaire les dirigeants de grise mine. « Voulez-vous le verdict des "onze", vous n'avez pas le verdict c

	1982	1978	Différence
CGT	32 %	(61 %)	moins 29 %
CFDT	43 %	(2 %)	plus 41 %
FO	24 %	(37 %)	moins 13 %

4 ans

TOTAL  
322 055  
192 862  
031 163  
918 583

ces chif-  
nfédérale  
es points  
de est en  
t que des  
1982. Ce-  
st indiqué  
ent stric-

ur main-  
taient les  
pour que

UX



dénoncia-  
angement  
apparâtre  
e 10 mai  
Les tra-  
s suivie.  
ment la  
é de ce  
ns locales  
itiative de  
cent pour  
dérale est  
ir compte

de cette pression, malgré son alignement sur le recentrage confédéral, et de maintenir un langage combatif. Elle n'a jamais osé tenir publiquement des propos équivalents à ceux d'Y. Bellamy, même si elle est en fait sur la même longueur d'onde. De plus, la CFDT est apparue comme l'organisation soutenant les travailleurs polonais et Solidarité.

Les résultats de Lyon et de

Villejuif que nous analysons ci-dessous sont significatifs d'une leçon plus générale de ce scrutin : il s'agit d'une poussée à gauche ; les travailleuses et les travailleurs hospitaliers ont exprimé une fois de plus leur volonté d'unité et d'action. Nul doute que ces résultats vont relancer des débats dans la CGT.

A. Rochal

## • Lyon : au lendemain de la grève

LES élections à l'hôpital Edouard-Herriot (EH) ont eu lieu au lendemain d'une grève reconductible de trois semaines animée par la CFDT et par FO, après que la CGT ait refusé de s'associer à la grève. Les résultats sont parlants : la CFDT, qui a une orientation lutte de classe, devient le premier syndicat sur l'hôpital. FO (animée par des militants d'extrême gauche) connaît une nette progression. Le recul de la CGT

	1982	1978	Différence
CGT	33 % (46 %)	moins 13 %	
CFDT	42 % (36 %)	plus 6 %	
FO	23 % (14 %)	plus 7 %	

est le prix à payer pour la politique de ses dirigeants qui se sont opposés frontalement à l'aspiration du personnel à l'unité d'action des trois syndicats Diviseurs, et fiers de l'être, ils ont sorti des tracts célébrant la « vigilance des camarades CGT conscients et confiants » sans laquelle « l'opération unité EH » (sic !) aurait « bien failli réussir » !

Ils ont publiquement condamné la lutte comme un complot visant à faire « mordre la poussière » au ministre communiste de la Santé : La lutte a été dénoncée comme une « action irresponsable » remettant en cause le droit de grève et conduisant à des fermetures de lits et à la « déstabilisation de l'hôpital public ».

Et ils l'ont fait contre l'avis de la grande majorité des syndiqués CGT ! Les résultats des élections sont la sanction de toute cette politique.

# RAID CONFEDERAL CONTRE LES ACQUIS FEMINISTES

## • Contre les licenciements, grève à « Antoinette »

A quelques jours de l'ouverture du 41<sup>e</sup> Congrès, Henri Krasucki lance une offensive qu'il veut décisive contre l'équipe de rédaction d'« Antoinette ».

Le 3 mai, toutes les rédactrices se mettent en grève contre le licenciement de Chantal Rogerat, rédactrice en chef, et son remplacement immédiat par une militante imposée par Krasucki. René Lomet, Jean-Claude Laroze et Jacqueline Léonard mènent cette opération au nom du bureau confédéral.

Le 4 mai, Jean Lassère et Jean-Claude Legay, administrateurs à « la Vie ouvrière », descendent au siège d'« Antoinette » et font main basse sur le fichier, les chèques, et les articles préparés pour le mois de juin.

Depuis, Krasucki a convoqué Chantal Rogerat pour lui annoncer son licenciement pour faute grave.

Le 9 mai, la fondatrice d'« Antoinette », Madeleine Colin, déclare sa totale solidarité avec les rédactrices en grève. Elle demande que son nom soit retiré de la mention administrative publiée dans chaque numéro, en signe de protestation.

L'équipe de rédaction tient bon. Elle reçoit des télégrammes de toutes parts et l'appui du syndicat CGT des journalistes...

LE raid confédéral contre Antoinette vient de loin. Voilà longtemps que le mensuel féminin de la CGT est seul, au niveau national, à maintenir les acquis de l'orientation confédérale. Elle fut débattue et votée à la conférence nationale des femmes de la CGT en 1977, confirmée par la commission exécutive de 1977 et par le 40<sup>e</sup> Congrès, en décembre 1978.

Depuis, cette orientation a trouvé plus que des résistances passives auprès de dirigeants fédéraux et d'UD. Les collectifs féminins, centrés autour d'Antoinette, ont rencontré une opposition grandissante, que la direction confédérale n'a rien fait pour aplanir, au contraire. A la veille du 41<sup>e</sup> Congrès, le document d'orientation montre bien la portion congrue à laquelle est réduite la question femmes dans les textes et dans les préoccupations confédérales.

Chantal Rogerat déclarait à la commission exécutive confédérale du 7 avril que les femmes « se sont retrouvées coincées entre les jeunes et les immigrés comme une catégorie intervenant dans un sous chapitre sur les différentes composantes de salariés, après les ouvriers, les ingénieurs-cadres-techniciens, les personnels de la Fonction publique ». Ce raboutage systématique résulte d'une véritable campagne orchestrée

Cela fut flagrant lors des journées d'étude de février 1982. « Par certaines UD et fédés, nous avons été accusées de favoriser la lutte des sexes, de plaire aux cédétistes et aux gauchistes, de maintenir les femmes dans la marginalité », disait Chantal Rogerat à la CE du 7 avril. Et d'en conclure : « Nous n'avons pu que constater à Antoinette qu'il y avait l'organisation d'une mise en cause du journal comme, par exemple, lors de la préparation des journées d'études de février 1982 par le secteur confédéral féminin. Dans quel but ? »

La réponse, Chantal Rogerat la possède. Henri Krasucki a organisé contre le comité de rédaction une campagne, stages discrets à l'ap-

propos, pour liquider au plus tôt les rédactrices qui se souvenaient trop vivement des acquis féministes de la CGT.

En effet, la conférence de 1977 a marqué un tournant. Pour la première fois, la direction abordait une analyse globale de la situation des femmes, admettant, au-delà de la surexploitation qu'elles subissent, l'oppression spécifique liée à des siècles de patriarcat. Pour la première fois, des militantes s'exprimaient sur l'ensemble des problèmes liés à la condition faite aux femmes, et voulaient se voir reconnues comme individus, non seulement dans le cadre de la famille mais dans le cadre de l'entreprise, où elles exigent leur entrée au nom du droit au travail, comme droit fondamental.

Ces acquis ne sont pas livresques. La manière dont beaucoup de militantes des entreprises ont abordé tous les thèmes féministes dans leurs interventions aux journées nationales de février 1982 indique qu'elles ont intégré ces acquis dans leur pratique quotidienne, et qu'elles ne sont pas prêtes à les abandonner.

Ainsi, c'est la direction confédérale qui, une fois de plus, a avalé un mandat du 40<sup>e</sup> Congrès. Elle tourne le dos, sans le dire, à cette conférence de 1977. Et ce tournant va à l'encontre des aspirations au changement des femmes. « Le changement auquel nous aspirons tous et toutes se fait dans la foulée d'un mouvement où les femmes sont et restent au second plan... », disait encore Chantal Rogerat.

C'est le moment que choisit Henri Krasucki pour porter l'assaut le plus brutal. C'est le moment où bien des femmes s'interrogent sur le changement réel depuis le 10 mai. L'ampleur des Etats généraux pour l'emploi, en avril, montre combien leur mobilisation est riche.

Antoinette est le mensuel féminin, et féministe de la CGT. C'est aussi une certaine conception de la presse CGT. Une idée d'un journal ouvert, au courrier des lectrices libre, proche du militantisme réel.

C'est cela que la direction confédérale lui reproche. Nombres seront les militantes CGT à lui répondre en défendant Antoinette

## Contre Antoinette, tous les coups ont été permis

Chantal Rogerat faisait état à la CE du 7 avril des réprimandes confédérales qui lui valent son licenciement. « A partir d'un badge CFDT porté par une des femmes lors de la manif du commerce sur une photo d'une lutte menée par la CFDT et du courrier, nous avons été accusées d'avoir une ligne unitaire, souterraine en quelque sorte... » Krasucki lui reproche de ne pas avoir coupé la photo en deux, pour ne laisser que les femmes au badge CGT. Le directeur de la Vie ouvrière doit pratiquer de la sorte... Les photos truquées ne sont pas en vigueur à Antoinette et le courrier des lecteurs abondant. Cela n'a pas plu

« A cette réunion du lundi 15 mars, J. Léonard est allée plus loin et a exigé la suppression de la parution de toute lettre sur la Pologne, une déclaration soit du bureau confédéral soit d'elle-même devant être insérée dans le numéro d'avril pour expliquer la suppression de ce courrier. » Ce que reproche la nouvelle promue au bureau confédéral, c'est l'absence de censure... Les cégétistes apprécieront. Il y a mieux : le premier blâme pour faute politique et professionnelle fut infligé par Krasucki à C. Rogerat pour avoir osé rendre hommage à Georgette Vacher, membre de collectif confédéral des femmes de l'UD du Rhône. Elle venait de se suicider, en laissant des lettres incriminant les dirigeants de l'UD du Rhône, liquidateurs du collectif femmes, de l'UD, particulièrement actif et nombreux. Chantal Rogerat écrivit un billet dans Antoinette à sa mémoire. Krasucki, retour du congrès de l'UD du Rhône, qui se tint le lendemain du suicide, imposait la loi du silence sur le suicide. Pour ne pas avoir respecté cette loi, Rogerat encourut les foudres du futur secrétaire général de la CGT.

Cet aspect dramatique des attaques contre Antoinette est relayé par des accusations grotesques. « A partir d'un titre insuffisamment gros sur le 8 Mars (...) nous avons été accusées d'avoir voulu saborder le 8 Mars... » expliqua Chantal Rogerat à cette CE du 7 avril.

Enfin, Chantal Rogerat indiqua à cette CE la date du commencement de l'offensive. Ce fut le jour où Christiane Gilles osa voter en bureau confédéral une motion condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. Ce jour-là le bureau confédéral fut partagé en deux. Avec Gilles, il y avait L. Moynot, René Buhl et Jacqueline Lambert notamment. La directrice d'Antoinette fut prise dès ce moment dans le colimateur

C'est aujourd'hui la phase finale. Reste un oubli, dangereux pour Krasucki : il ne se rend pas compte qu'Antoinette est un journal lu et soutenu, parce qu'il y souffle un air de liberté. Ces lecteurs se retrouveront aux côtés de l'équipe de rédaction pour défendre Antoinette.

Jean Lantier

# HALTE A LA REPRESSION

- Une vingtaine de soldats sont emprisonnés en France et en RFA : 620 jours de trou au total
- Une circulaire scélérate organise la répression au niveau national

**C**OMME l'an passé à pareille époque, plusieurs dizaines de soldats sont aux arrêts. Il y a un an, c'était Bourges qui était le maître d'œuvre de cette vague de répression contre les initiateurs de l'Appel des 150 contre Giscard.

Cette année, un an après le 10 mai, tous les motifs sont bons pour muter et jeter « au trou » les soldats qui se réclament du collectif de campagne pour les 6 mois et les droits démocratiques. Tout cela comme si on voulait frapper un grand coup à la veille de l'été et enterrer les 5 000 signatures déjà recueillies au bas de la pétition des soldats. Pour les uns, c'est leur participation aux manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> Mai qui leur vaut d'être sanctionnés, pour d'autres c'est leur

activité quotidienne de défense de leurs camarades ou bien encore les signatures qu'ils ont recueillies qui servent de motif de punition. Les képis étoilés de l'état-major ont eu la main très lourde : 620 jours d'arrêts au total, pour l'instant. C'est intolérable et une riposte ouvrière d'ampleur s'impose à Paris comme dans les nombreuses villes de Province directement concernées.

Ce n'est pourtant pas le seul scandale : le collectif des soldats signale l'existence d'une circulaire scélérate qui donne de manière centralisée, au niveau national la marche à suivre contre les soldats ayant participé au 1<sup>er</sup> Mai : 20 jours d'arrêts pour tous, sauf pour les récidivistes (30), dans tous les cas accompagnés de

mutation dans une autre région militaire. Pire encore, les noms de plusieurs soldats figurent sur cet infâme papier « confidentiel » ; il y serait également question de la « dégradation » prochaine de l'aspirant Michard. Autant de preuves accablantes que les services de la PSD (protection-sécurité-défense) remplissent exactement la même fonction que la SM (sécurité militaire) jadis et cela contrairement aux engagements pris par C. Hernu devant l'Assemblée. Il appartient au mouvement ouvrier de faire toute la lumière sur cette affaire (qui et pourquoi espionnait les défilés du 1<sup>er</sup> Mai ? quel est le responsable de cette circulaire scélérate ?) et d'obtenir la libération immédiate de tous les soldats sanctionnés.

J.-L. M.



Hervé Coléou, Michel Trussardi, Jean-François Ferraud et Denis Michard, le 1<sup>er</sup> Mai à la Bastille avec la CFDT.

## LES REPRIMES

- **Fabrice Piauxt**, d'abord frappé de 30 jours d'arrêts de rigueur au 8<sup>e</sup> régiment de transmission au Mt-Valérien (Paris) est finalement muté au 94<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Sissonne avec 30 jours d'arrêts. C'est la deuxième fois qu'il est sanctionné pour le même motif puisqu'il avait déjà écopé de 15 jours d'arrêts pour la signature de la pétition.
- **François-Mathieu Teyssier**, aviateur à la BA 922 de Doullens, a été sanctionné après l'interview qu'il avait accordée à FR3 Normandie au nom du collectif de campagne. Il vient d'être muté dans une toute petite unité à Varennes-sur-Allier avec 20 jours d'arrêts.
- **Miguel Vasone**, sanctionné de 30 jours d'arrêts de rigueur au 2<sup>e</sup> régiment de commandement et de soutien à Versailles, vient d'être muté au 41<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Châteaulin où il n'effectuerait pas les jours de cellule qu'il lui reste à faire. Lui aussi avait été sanctionné une première fois en avril de 20 jours d'arrêts.
- **Romain Treppoz**, déjà sanctionné de 20 jours d'arrêts et muté en avril au 9<sup>e</sup> régiment de génie à Neuf-Brisach à une compagnie de travaux du camp de Suippes, vient à nouveau d'être sanctionné de 30 jours d'arrêts.
- **Hervé Coléou**, déjà muté de Lille à Ors avec 30 jours d'arrêts de rigueur en mars reprend 30 jours d'arrêts pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Eric Galenski**, **Paul Guignard**, **Patrick Serrand**, **François Villar**, tous quatre arrêtés à la 603<sup>e</sup> compagnie d'approvisionnement et de rechange de matériel à Teningen (RFA) à l'occasion de la journée d'action du 23 avril, ont été sanctionnés de 30 jours d'arrêts chacun et mutés aux quatre coins de l'Allemagne. Un autre soldat de cette unité avait été muté mais sans autre sanction.
- **Eric Aubertin**, puni de 20 jours d'arrêts au 9<sup>e</sup> régiment d'artillerie de marine à Trèves (RFA). On lui reproche d'avoir posé des autocollants du collectif à l'occasion de la journée d'action.
- **Daniel Urutiaguier**, une première fois muté en mars du 1<sup>er</sup> régiment de cuirassé à St-Wendel (RFA) au 6<sup>e</sup> régiment de dragons à Saarbrück (RFA) avec 20 jours d'arrêts, vient de reprendre 30 jours de la même peine pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai assortis d'une mutation au 4<sup>e</sup> régiment de cuirassé de Bitche.
- **Robert-Henri Vial**, trouvé en possession de *Rouge* après une fouille en règle, a été sanctionné de 60 jours d'arrêts de rigueur et muté au 6<sup>e</sup> régiment d'artillerie à Chaumont où il n'a pas effectué la totalité de sa peine.
- **André Garrec**, gratifié de 50 jours d'arrêts, est muté du 76<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Vincennes au 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie à Sarrebourg. On lui reproche et sa participation au 1<sup>er</sup> Mai et l'édition de la feuille du comité de soldats de son régiment. Avec lui, deux autres signataires de la pétition, **Jacques Pecqueux** et **Jean-Louis Maurice** ont écopé de 30 jours d'arrêts chacun.
- **Jean-François Maurel**, a été sanctionné de 30 jours d'arrêts au 60<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Lons-le-Saulnier pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Eric Moglioni**, puni de 20 jours d'arrêts au centre de sélection n° 8 à Lyon lui aussi pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Jean-François Perraud**, déjà sanctionné une première fois de 20 jours d'arrêts et muté de La Valbonne à Barcelonnette, écope cette fois de 30 jours d'arrêts pour participation au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Denis Michard**, aspirant muté en février du régiment de marche du Tchad à Monthléry au 153<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Mutzig avec 30 jours d'arrêts de rigueur pour sa participation à la conférence de presse du 13 février, vient de reprendre 30 jours d'arrêts et l'état-major menace de le dégrader, pour avoir participé au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Michel Trussardi**, muté une première fois du 39<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Rouen au 51<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Compiègne avec 30 jours d'arrêts de rigueur, prend cette fois 30 jours supplémentaires pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai.
- **Jacques Robert** écope de 30 jours d'arrêts au 68<sup>e</sup> régiment d'artillerie à Phalsbourg pour sa participation au 1<sup>er</sup> Mai.



Un vaste rassemblement politique, dans un cadre champêtre  
Trois jours de fête, de spectacles, de débats

### AU PROGRAMME

#### Samedi

Batuka reggae  
Bratsch (musique d'Europe centrale et des Balkans)  
Christine Authier (Chansons)  
Jacques Margueritat chanteur d'opéra  
Jose Barrense Diaz guitare brésilienne  
Alex Métayer  
Izourane musique berbère  
Norbert Kalfon chansons  
Mireille Aufrère joue *le Bel Indifférent* de Cocteau  
Nova jazz  
Christian Milleret chansons  
Les 2 G contes et légendes pour enfants  
Roger Damato et André Miorin chansons  
L'Atelier de recherches théâtrales joue deux tableaux de *Grand peur et misère du III<sup>e</sup> Reich* de Brecht.

#### Dimanche

Pierre Perret  
Hal Singer Quintet avec Roger Guerin (jazz)  
Hélène Boschi pianiste  
Bill Deraine  
Evelyne Huot chansons  
Gilles Olivier chansons  
Driss Lyazidi musique marocaine et chansons  
Spectacle de mime  
Les 2 G jouent *le Géant Egoïste* d'Oscar Wilde.  
Véronique Gillet chansons  
Michel Boy dit des textes de Prévert  
Jose Peña guitare flamenco  
Le théâtre Aleph joue *Mateluna*

#### Lundi

Vanina Michel (blues)  
Gam (chants de lutte de Belgique)  
Idir  
Granit rock  
Bernard Capo chansons  
Elles se sont fait couper les cheveux chansons des années 30, avec Ginette Marty, Isabelle Deloge et Sophie Dupré.  
Jean-Yves Chetail chansons  
Bernard Haillant chansons.

... Et plein d'autres encore.

### IL Y AURA UNE ANIMATION PERMANENTE

avec Duval et Machon (chanteurs de rue), les Gribouilles (marionnettes), Les fous de la cité, les 2 G, Ateliers de recherches théâtrales, et des dizaines d'autres.  
Et encore Jazz City, où des musiciens de jazz se produiront en permanence, avec entre autres Sonny Grey, Roubach et Boell (guitare), la guinguette où l'on dansera toute la journée.  
Du cinéma permanent, avec *l'Homme de marbre*, *Allons Z'enfants*, *Juin 36*, *1789*, *Bako l'autre rive*, *Tous les autres l'appellent Ali*, etc., etc.  
• Des expositions politiques...  
• Des expositions scientifiques : l'histoire naturelle de la sexualité, les origines de l'homme, l'homme et l'environnement.  
• Des forums, des débats.  
• Des jeux, des spécialités gastronomiques...

### POUR LES ENFANTS,

Il y aura une crèche pour les plus petits, ainsi qu'une aire de jeux, « la place aux jeunes ».

### POUR SE RENDRE A LA FETE, CHOISISSEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN

• On peut prendre le train gare du Nord à Paris. Il y a des trains toutes les heures environ, et c'est payant.  
• On peut aussi s'y rendre en cars. Ils sont gratuits, et ils partent environ tous les quarts d'heure de la porte de la Chapelle. Ils vous déposeront à proximité de la fête.  
A bientôt, à Presles, pour la fête de L.O.

# « Construire une organisation de toute la jeunesse »

• Le 3<sup>e</sup> congrès des JCR se tiendra les 15 et 16 mai

Samedi et dimanche 15 et 16 mai, les Jeunesses communiste révolutionnaires tiendront leur 3<sup>e</sup> Congrès. Ce sera l'occasion de faire le bilan d'un an d'activité, de discuter de la situation politique et des campagnes de l'organisation.

Mais un congrès des JCR, c'est aussi un rassemblement où tous les militants sont invités. Le samedi soir aura lieu un meeting international, étape dans la préparation de la manifestation du 5 juin contre Reagan.

**A** H! C'est pour les six mois ? A la porte des lycées, c'est souvent ainsi que les militants des JCR sont accueillis quand ils distribuent un tract. La campagne pour le service militaire à 6 mois a été en effet l'activité centrale des JCR depuis le mois de septembre. De nombreux jeunes participent à cette campagne et ont créé des comités pour le service à 6 mois ainsi qu'un collectif national.

Le congrès devra être l'occasion de faire un premier bilan de cette campagne, mais surtout de définir les moyens de la poursuivre. Ainsi, le vote en novembre d'un budget militaire qui va, semble-t-il, crever tous les plafonds alors qu'on parle d'austérité pour les autres budgets devrait pouvoir être l'occasion d'une initiative de masse, unitaire. Le peu d'empressement de Charles Hernu à entendre les revendications des soldats et des jeunes va mettre la question des six mois sur le tapis pour un certain temps...

## « 6 mois comme promis »

Dans les trois numéros du bulletin de discussion ouvert à tous, plusieurs contributions reviennent sur la question du service à 6 mois. Ainsi les camarades de Lyon, tout en no-

tant la difficulté de construire des comités de masse et de mener plusieurs activités de front, écrivent : « En ce sens nous avons été la seule organisation de jeunesse à mener une campagne politique : ni les JC, ni le MJS, ni l'OJR/OCI n'ont mené de campagne centrale cette année. Nous avons pu apparaître comme la seule organisation qui, après avoir mené une campagne pour battre Giscard, continuait à se battre pour les revendications. De ce point de vue à Lyon, au moins, nous avons pu construire les JCR. »

Les thèses écrites par le comité national sortant et qui seront soumises au vote du congrès reviennent sur cette question et insistent sur la possibilité aujourd'hui de transformer les JCR, d'organisation de la jeunesse scolarisée, essentiellement étudiante, en organisation de toute la jeunesse. Une campagne comme celle pour le service militaire à 6 mois a d'ores et déjà permis de faire des progrès importants dans la jeunesse ouvrière. Ainsi, des camarades habitant dans un foyer de jeunes travailleurs expliquent leur expérience dans le bulletin de discussion : « Par rapport aux milieux jeunesse scolarisée, les réunions sont beaucoup plus courtes, centrées sur des tâches précises. Un militant JCR

doit préparer ses propositions au millimètre, quitte à accorder moins d'importance à la démocratie formelle que dans un autre milieu. Une réunion d'où on ne sort pas avec des tâches précises est ressentie comme un échec grave et compromet la vie du comité de résidents. »

## Se tourner vers la jeunesse ouvrière

D'autres camarades reviennent sur la situation des jeunes immigrés ou sur la vie dans les banlieues. Ainsi, une contribution des camarades d'Ivry : « Nous sommes sur le fond pour l'auto-organisation des travailleurs sur leurs cités HLM. A Ivry-Vitry, dans certaines cités "dures", le PCF propose des comités de cité pour la sécurité. Ils sont perçus à juste titre par les jeunes comme l'annexe de la loge du gardien et des collaborateurs directs des flics. Quand les jeunes se regroupent, c'est spontanément, pour une salle, un terrain de foot, empêcher une arrestation... pas pour se mettre sur le terrain de la légitime défense ! »

Le congrès des JCR devra être l'occasion de mettre toutes ces expériences en commun et d'en tirer le bilan pour progresser. Enfin, beaucoup de sections reviennent dans leurs contributions, et dans leurs débats, sur les problèmes de fonctionnement. Les camarades de Tours, après avoir constaté leur tendance à beaucoup recruter... mais aussi à beaucoup perdre, reviennent sur la nécessité de construire des directions locales fortes : « Cela n'apparaît pas comme une évidence, et



pourtant toutes les sections doivent se munir d'une direction de ville, chargée de préparer les réunions, établir un ordre du jour, cela afin de ne pas perdre de temps, discuter politique et débattre, et faire en sorte que pour les nouveaux nous soyons une organisation révolutionnaire de jeunes. Une bonne réunion bien préparée satisfait les participants et évite les : j'y mets plus les pieds... »

Quand le congrès se tiendra, il ne restera que trois semaines avant la venue de Reagan. Pour les JCR, c'est une échéance absolument décisive dans sa tradition anti-impérialiste, qui lui a déjà fait mener une campagne de solidarité avec la révolution nicaraguayenne. Toutes les forces des JCR prépareront cette initiative dès le lendemain du congrès pour en faire un grand rassemblement de la jeunesse.

## Le MRAP à l'épreuve du 10 mai

• Son congrès se prononce pour l'arrêt des expulsions des sans-papiers

**L**E congrès national du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples s'est tenu ce week-end. Le bilan d'un an de gouvernement et l'activité du mouvement dans cette période se sont donc naturellement trouvés au centre de débats.

Les points positifs de l'action gouvernementale consistent avant tout dans le « ménage » des lois racistes et anti-immigrés des régimes précédents : abro-

gation des lois et décrets Bonnet-Stoléru, de la circulaire Imbert sur les étudiants étrangers, rétablissement de la liberté d'association pour les étrangers.

Par contre, un profond mécontentement s'est exprimé sur la question des immigrés sans papiers : leur régularisation dite « exceptionnelle » n'a été que très partielle, à cause des conditions restrictives imposées, des délais très courts, et aussi de la méfiance légitime des sans-papiers craignant qu'un fliquage ne

conduise à leur expulsion. La fin de la période de régularisation signifie maintenant le début des reconduites à la frontière (version adoucie des expulsions). Cela s'appuiera évidemment sur le maintien des contrôles d'identité « au faciès » qui n'ont jamais cessé.

Après des débats houleux, et malgré l'avis de la direction, qui préférait des formulations vagues, le congrès a opté sur ce point pour des positions claires : — prolongation de la procédure



exceptionnelle de régularisation de tous les immigrés en situation irrégulière ayant déposé un dossier ; — arrêt des reconduites à la frontière dans l'état actuel des choses.

Ces prises de position conduisent à l'organisation d'un débat rapproché sur « le droit de vote pour les immigrés et sur le droit à la libre circulation ». C'est-à-dire en fait l'ouverture des frontières. Sur ce dernier point, la position actuelle est très ambiguë, puisque le principe de la libre circulation est reconnu au nom des droits de l'homme, mais sa remise en cause est acceptée au nom des difficultés économiques.

C'est d'ailleurs dans le même sens qu'est intervenu le représentant du secrétariat d'Etat aux

Immigrés qui n'a pas lésiné sur les compliments à l'égard du MRAP, tout en maintenant la rigueur absolue des procédures de régularisation et de leurs limites. Cette question des travailleurs immigrés dominait bien sûr les préoccupations des délégués, au-delà de la seule régularisation des sans-papiers.

Le développement important des associations d'immigrés, d'une part, et la « transformation d'un racisme d'Etat en racisme d'opposition » exploité par la droite imposent au MRAP de nouvelles tâches et de nouvelles méthodes. Malheureusement, ce congrès mal préparé, où la part la plus importante était donnée aux congratulations et discours officiels, n'a pas permis ce débat nécessaire.

Correspondant

## Le MRAP

Fondé de fait pendant la guerre, sous le nom de Mouvement national contre le racisme, se consacrant au sauvetage d'enfants juifs, le MRAP a été créé officiellement en 1948. En principe pluraliste, il a longtemps servi de relais aux campagnes du PC. Depuis les années 70, et la remontée des campagnes racistes anti-immigrés, il a connu un certain développement, symbolisé par son rôle dans la riposte à l'attentat de la rue Copernic. Le MRAP mène une action particulière et permanente contre le ré-

gime d'apartheid en Afrique du Sud. Le congrès a d'ailleurs condamné le maintien de contacts économiques et de fournitures d'armes à ce pouvoir raciste et réaffirmé l'exigence de rupture totale des liens, à l'heure où trois militants noirs condamnés à mort peuvent être pendus à tout instant.

Mais après le 10 mai, on constate une démobilisation qui se traduit par une baisse des adhésions. Le MRAP se maintient de moins en moins par ses ressources propres et de plus en plus

par des subventions, ce qui menace son indépendance, et risque de l'entraîner vers la transformation en institution paragouvernementale. C'est dans ce sens qu'agit la direction, qui privilégie l'action auprès du gouvernement et ne s'engage pas dans une attitude offensive de campagnes antiracistes de masse, affaiblissant ainsi les capacités d'action des comités locaux.

MRAP 89, rue Oberkampf, 75011 Paris  
Presse : « Différences » (mensuel) et « Droits et Libertés. »

## SOLIDARITE VIT ET LUTTE

- Cinq mois après le coup d'Etat, la dictature bureaucratique est profondément divisée et l'organisation ouvrière a reconstitué ses réseaux
- Le combat des travailleurs polonais appelle notre soutien actif

Après les manifestations massives du 1<sup>er</sup> et du 3 mai, Solidarité a appelé ce 13 mai à une grève nationale d'un quart d'heure et à interrompre toute circulation durant quelques instants.

Six mois après l'instauration de l'état de guerre, la preuve est ainsi faite de l'impasse dans laquelle s'enferme la dictature militaire : elle peut certes accentuer la répression, mais cela ne peut être fait qu'au prix de la remise aux calendes grecques de toute tentative de « normalisation », c'est-à-dire du fondement de sa domination sur une base sociale minimale ou du moins sur la passivité de la population. Et si la plupart des dirigeants syndicaux ainsi que la hiérarchie catholique se prononcent aujourd'hui pour un « compromis » avec l'autorité, toute solution négociée incluant une reconnaissance, ne serait-ce que limitée, des droits syndicaux reviendrait pour la bureaucratie à un retour à la situation d'avant le 13 décembre, situation durant laquelle son pouvoir était directement menacé. On le voit, les marges de manœuvre du conseil militaire de salut national (WRON), que les polonais n'appellent plus que « cor-

neille » — « wrona » en polonais — par analogie avec les insignes portés par l'occupant nazi durant la guerre) sont singulièrement réduites.

### Divisions bureaucratiques

Le WRON lui-même est divisé. Deux courants apparaissent, dont la source se trouve dans la superposition des deux appareils du pouvoir depuis l'automne dernier.

D'un côté, l'ancien appareil administratif et idéologique de l'Etat, corrompu et incapable, uniformément haï par la population et profondément ébranlé par août 1980, qui a repris du poil de la bête depuis le coup et qui manifeste une volonté de revanche sur le mouvement de masse.

De l'autre, l'appareil de l'administration militaire, qui à tous les niveaux double l'ancienne administration, aspire à s'approprier ses privilèges et à le supplanter à terme. Caractérisé comme « pragmatique » par la résistance, ce courant se soucie



Dictature non ! Le 1<sup>er</sup> Mai 1982 à Varsovie

avant tout de la pacification des entreprises, et semble prêt à envisager une ouverture vers des secteurs intellectuels et vers la hiérarchie catholique, ainsi que vers la paysannerie.

Depuis six mois, la politique

quotidienne du WRON, tiraillée entre ces deux fractions, inconsciente, accroît encore l'impasse du pouvoir.

### La politique de l'Eglise

La « suspension » de Solidarité a accru le rôle dans la vie politique polonaise de cette puissante institution qu'est l'Eglise catholique. L'expérience de l'histoire récente montre que l'Eglise, menacée et attaquée par la bureaucratie, peut devenir pour celle-ci un adversaire de poids. Mais la hiérarchie catholique, soucieuse avant tout de préserver la place de l'institution, de sauvegarder ses intérêts matériels propres (églises, publications, enseignement, organisations laïques sous sa coupe, etc.) et son influence sur les masses, se doit, elle aussi, d'agir prudemment.

« L'Eglise se rend compte également, peut-on lire dans une des innombrables analyses de la situation publiées par Solidarité clandestine, que le système de coalition est la frontière à ne pas dépasser de sa participation à la vie politique (...) L'Eglise, perçue comme une institution politique, aspire seulement au rôle de partenaire ou de modérateur du pouvoir, sans chercher à s'appropriier la totalité (ou même une part importante) des prérogatives du pouvoir. » Quels qu'aient été les aléas des prises de position publiques de la hiérarchie — analysées parfois comme des concessions et parfois comme un durcissement de l'Eglise face à la junte par les journalistes — elles obéissent fondamentalement à cette seule et même stratégie d'entente avec la bureaucratie. Seuls les niveaux du compromis proposé par la hiérarchie fluctuent, suivant l'intensité de la mobilisation des masses. Mobilisation

que reflètent immédiatement, au sein même de l'institution, les prises de position du bas clergé, très lié à la résistance.

### Les perspectives en débat

Si, aujourd'hui, les prises de position de la plupart des dirigeants connus de Solidarité en faveur d'un accord, d'un nouveau compromis, avec la bureaucratie, semblent proches de positions adoptées par l'épiscopat, on peut d'ores et déjà apercevoir une différenciation notable. Ainsi, devant le peu d'empressement manifesté par les autorités à négocier, de plus en plus nombreux sont les militants et les dirigeants de Solidarité qui parlent de grève générale, perspective bien entendue de l'absence des plans de la hiérarchie catholique.

Les discussions sur l'organisation d'une telle grève en juin n'ont pour l'instant pas encore abouti. Mais les progrès réalisés ces dernières semaines dans la structuration de Solidarité, tant au niveau régional où les directions clandestines provisoires existent aujourd'hui dans la quasi-totalité du pays, qu'au niveau national, où une « coordination provisoire » regroupant les dirigeants reconnus des quatre régions en pointe — Cracovie, Gdansk, Wrocław et Varsovie — semble avoir pris la place du regroupement précédent (l'OKO) dont la légitimité était contestée, poussent vers une coordination sans cesse plus avancée du combat et des discussions au sein du mouvement.

« La révolution polonaise n'est pas morte », disaient les manifestants de Gdansk le 3 mai dernier. Ce cri semble bien devenir un des facteurs importants de l'évolution de la situation dans les mois à venir en Pologne.

Cyril Smuga

## MEETING DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS POLONAIS AUX IMPOTS DE PARIS

Dès le 14 décembre 1981, les travailleurs des impôts de Paris ont participé activement à la solidarité avec les travailleurs polonais.

Le meeting organisé le 5 mai fut dans l'unité la plus large. Les sections CGT, CFDT, FO et SNUI de Paris-ouest, soutenues par celles de Paris sud-est et de Paris nord-est en avaient pris l'initiative, poursuivant ainsi le combat pour les libertés syndicales et démocratiques dans le monde qu'entendent défendre les travailleurs parisiens des impôts et leurs organisations syndicales.

Plus de 100 personnes ont écouté le représentant de Solidarité, Z. Kowalewski, expliquer comment les travailleurs polonais se sont organisés depuis le coup d'Etat pour faire face à la répression et à la normalisation. Il a ensuite répondu à de très nombreuses questions sur le rôle de l'Eglise en Pologne, les formes que prenaient la résistance passive ou encore le besoin urgent qu'il y avait d'envoyer en Pologne des convois de produits de première nécessité.

Un chèque de 5 000 F a été remis par l'intersyndicale de Paris au représentant de Solidarité et une collecte organisée dans la salle a permis de recevoir 1 000 F supplémentaires pour soutenir le combat des travailleurs polonais.

Un appel a été adopté à l'unanimité pour que les événements de ces derniers jours à Varsovie soient l'occasion d'une relance de la solidarité en France.

### Appel unitaire des travailleurs des impôts adopté lors d'un meeting organisé par les sections du SNADGI-CGT, du SNI-CFDT, du SGI-FO, du SNUI de Paris-ouest, de Paris sud-est et de Paris nord-est.

— Le 1<sup>er</sup> Mai 1982 : 50 000 personnes ont manifesté à Varsovie à l'appel de Solidarnosc.

A Gdansk, des milliers de travailleurs ont participé à la manifestation de Solidarnosc.

— Le 3 mai 1982 : des milliers de manifestants ont été agressés par la milice, qui a procédé à des centaines d'arrestations.

Depuis 15 jours, Radio Solidarnosc émet, déjouant la censure militaire. Partout dans le pays, la résistance passive à l'encadrement militaire de la production montre le degré d'organisation de Solidarnosc.

Ainsi, 5 mois après le coup d'Etat militaire de Jaruzelski, malgré une répression féroce, malgré l'arrestation des principaux cadres de Solidarnosc, malgré les mesures de guerre contre la classe ouvrière, Solidarnosc vit et représente toujours la classe ouvrière polonaise. Tout indique que les travailleurs polonais n'ont pas cessé de se battre, ni de résister. Au contraire, l'offensive de printemps semble se dessiner.

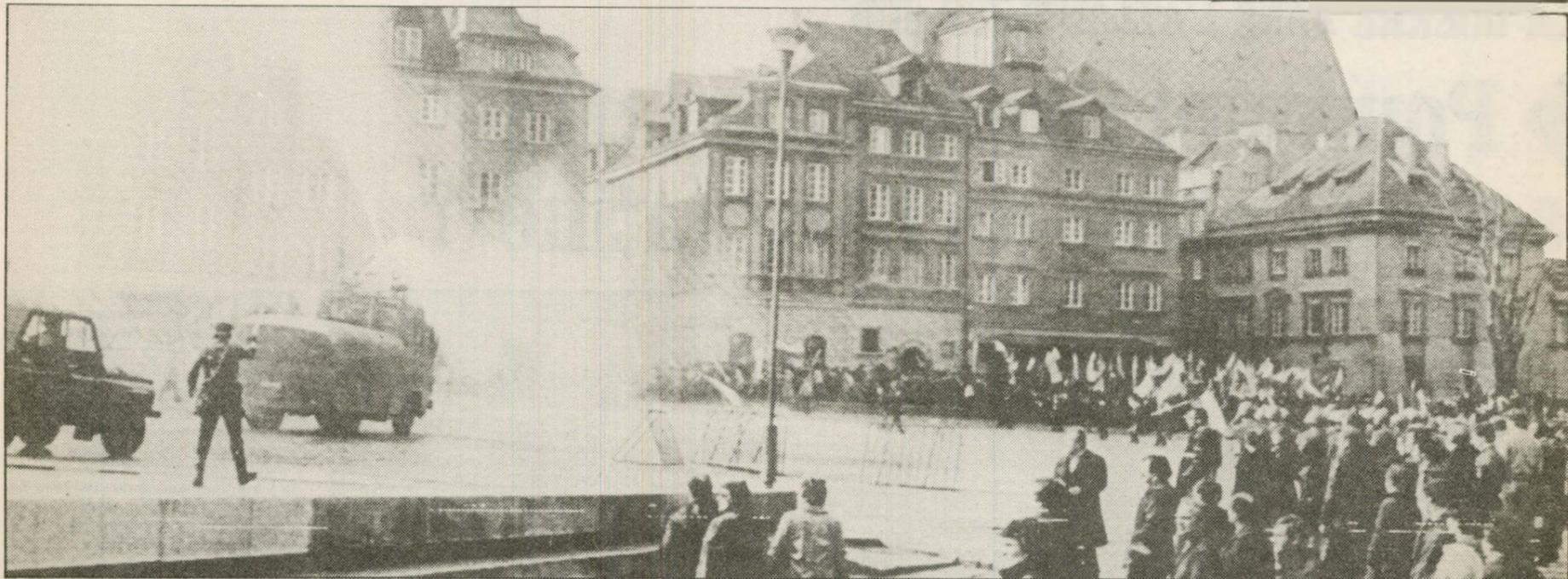
Face à la résurgence de Solidarnosc, des mesures de répression violente d'une junte militaire agressive sont à craindre. Plus que jamais, il est nécessaire que les travailleurs français et leurs organisations manifestent leur soutien aux travailleurs polonais et à leur organisation : Solidarnosc. Plus que jamais, les travailleurs français doivent réclamer :

- la levée immédiate de l'état de guerre ;
- le rétablissement des libertés ;
- la libération immédiate de tous les emprisonnés ;
- le rétablissement de Solidarnosc dans tous ses droits et prérogatives.

Après 5 mois, le pouvoir militaire du POUP a montré qu'il était incapable de résoudre la crise économique, sociale et politique que traverse la Pologne. Les travailleurs montrent qu'eux seuls sont capables de construire un socialisme qui défend la liberté et la démocratie.

C'est pourquoi, nous, travailleurs des impôts, réunis ce jour, prenons l'engagement de tout faire pour que :

- Lech Walesa, Adam Michnic, Jacek Kuron, Edmond Baluka et leurs camarades soient libérés ;
- la réapparition de Solidarnosc dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai à Varsovie soit le signal d'une nouvelle mobilisation des travailleurs français aux côtés des travailleurs polonais.



Intervention de la milice contre les manifestations

## Solidarité s'adresse aux soldats

Depuis décembre 1981, les militants syndicaux ont commencé à mettre sur pied un travail systématique en direction des soldats et des miliciens. Les premiers résultats ne se sont guère fait attendre.

Ainsi, les bulletins de Solidarité publient de plus en plus fréquemment des informations sur ce qui se passe dans les casernes : « Nos correspondants du régiment des parachutistes nous informent que les soldats se sont remis du premier choc. Après une période durant laquelle les soldats étaient terrorisés par l'état de guerre, des groupes informels de soldats se constituent, activement pourchassés par les officiers. Ils ont entendu parler de nombreux cas de désertion. Le commandement les a informés officiellement que deux soldats ont été exécutés pour avoir refusé d'obéir aux ordres (« Actualités » n° 9 du 22 mars 1982, bulletin d'information de la direction régionale de Cracovie). »

La hiérarchie militaire a réagi, en diffusant massivement et régulièrement des tracts aux soldats. On peut lire : « Chaque personne qui te demande d'où tu viens, quel est ton armement, ce que tu manges, quelles sont tes tâches, est suspecte. Arrête-la et conduit-la à ton chef. N'oublie pas que tu as affaire à un ennemi sans scrupules. Prêt à utiliser toutes tes faiblesses. L'ennemi est rusé et malicieux — il se cache derrière le dos de la classe ouvrière, ce qui rend difficile sa reconnaissance. Evite donc toute discussion avec les civils. » Les hommes de Jaruzelski ont par ailleurs fait circuler le bruit que nombre de ceux qui tentent de discuter avec les soldats sont des agents de la police secrète — au cas où les soldats auraient une autre opinion sur « l'ennemi ».

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un tract, largement diffusé aux soldats dans la région de Cracovie.

Soldat polonais !  
Il y a des ordres que tu ne dois pas exécuter même sous la menace de mort !

Tu n'as pas le droit de briser les murs des usines avec des tanks ! Tu n'as pas le droit d'arrêter des patriotes polonais ! Tu n'as pas le droit de lever la main sur un ouvrier ! Tu n'as pas le droit de tirer sur les travailleurs !

Refuse d'exécuter de tels ordres !  
Déjà, en 1970, certains soldats ont refusé d'exécuter les ordres. Nous citons ci-dessous des extraits d'interview d'un soldat, qui a osé refuser un tel ordre. Ce sous-officier (de carrière) avait pris part durant deux jours à la pacification de la grève de Gdansk. Puis on l'a envoyé à Gdynia. Il raconte : « Je ne peux dire où c'était exactement. On a dû faire deux ou trois kilomètres depuis la caserne. Je me suis adressé aux soldats : "Moi, je n'irais pas à Gdynia." Ce fut le silence. Puis, certains ont crié que j'étais fou, que je donnais une corde pour me pendre. Mais certains collègues m'ont approuvé. Quelqu'un a dit qu'ils pouvaient condamner un gars, mais qu'ils hésiteraient devant un groupe plus important. Plusieurs chefs d'autres transporteurs ont fait comme moi. On a décidé de revenir à la caserne, de rendre les armes et d'attendre (...) L'officier du quart

est sorti et a demandé pourquoi on était revenus. Quelqu'un a crié que les assassins de Gdansk, ça suffisait ! L'officier, un revolver à la main s'est mis à courir, criant qu'il nous fusillerait. J'avais un pistolet mitrailleur. Je l'ai levé et j'ai dit : "Tire ! Mais tu es sûr d'y passer également." Les soldats des camions se sont mis derrière moi en position de tir. Le gars au revolver l'a mis dans sa poche et s'est enfui vers le commandement... Quelques officiers supérieurs sont sortis... Le militaire a dit que nous avions eu trop de chocs psychiques... Ils ont proposé de déposer nos armes et d'aller nous faire soigner. »

Les soldats ont déposé les armes et aucun d'entre eux n'a été réprimé. Le chef sous-officier a réussi à obtenir sa libération anticipée au bout de trois ans.

Ce sous-officier et ses soldats doivent être un exemple pour vous, un exemple de la manière d'agir face aux ordres des salauds.

Le Tribunal international de Nuremberg, qui jugeait les criminels hitlériens, a statué :

« Le refus d'exécuter un ordre contraire à la loi et à la conscience ne peut être ne peut être condamné ! »

Solidarité  
de la région de Cracovie

## LA RESISTANCE QUOTIDIENNE DANS LE COMPLEXE SIDERURGIQUE LENINE DE CRACOVIE

Département de cookerie : dans la nuit du 11 au 12 mars, sur le bâtiment des pompes, un drapeau national, avec une cocarde noire et le mot « Solidarité » a été accroché ; 14 slogans ont été peints sur les murs aux endroits de passage. Leur contenu : « Solidarité, nous étions, nous sommes, nous serons présents ! », « Bien qu'il ait été condamné à quatre ans de prison, il reste avec nous » (il s'agit d'un des dirigeants du syndicat de l'usine, M. Gil, condamné pour fait la grève — NDLR), « Solidarité vaincra »...

Même département : la nuit du 15 au 16 mars : drapeau sur le bâtiment administratif et slogans : « 16 mars — souviens-toi du massacre des mineurs de Wujek ». Les slogans ont été recouverts seulement vers 7 h, lors du changement d'équipe. Deux fois dans la nuit, la milice fait des rondes dans le complexe et efface les slogans. Les rondes des vigiles de l'entreprise sont plus fréquentes.

Département de la fonderie : dans la nuit du 12 au 13 mars, des corniches ont été collées sur les murs et des slogans peints. Les contremaîtres et le secrétaire du parti les arrachaient et ils ont arraché le drapeau. C'est alors que la majorité des travailleurs a interrompu le travail durant une quinzaine de minutes. En réaction à la grève, un ouvrier a été licencié et 22 autres — de bons spécialistes — ont été mutés à des postes n'exigeant aucune spécialisation (avec baisse de salaire de deux catégories — une perte de trois à cinq mille zlotys —, c'est-à-dire un tiers du salaire. (...))



Il a fallu que plusieurs dizaines de milliers de travailleurs descendent dans la rue les 1<sup>er</sup> et le 3 mai en Pologne pour que la grande presse redécouvre qu'il se passe quelque chose dans ce pays. Pour qu'on reparle de la résistance massive des travailleurs à l'état de guerre. Mais si les manifestations de masse de ces premiers jours de mai on été le témoignage le plus spectaculaire de cette résistance, elles ne sont pas — loin de là — le seul. Cette lutte est quotidienne, elle se manifeste dans des centaines d'actions éclatées, dans les rues comme dans les entreprises. Témoignage de description des actions de Solidarité clandestine dans le complexe sidérurgique Lénine de Cracovie, l'une de plus grandes entreprises de Pologne, durant quelques jours de mars. Nous la traduisons du « Service d'informations » hebdomadaire de la commission exécutive régionale de Solidarité de Cracovie, n° 3.

Le 15 mars, un employé de l'imprimerie de l'usine, chez qui on a trouvé des tracts provenant d'une machine extérieure à l'usine a été arrêté et emprisonné (sa femme est hospitalisée, il a des enfants). Tous les travailleurs de l'imprimerie ont été interrogés, sauf le chef — on le soupçonne donc d'être le dénonciateur.

(Correspondance)

Témoignage d'un ouvrier de « Lénine » : Durant la nuit du 11 au 12, une action d'affichage a eu lieu dans la boîte. A des endroits difficilement accessibles, par exemple sur les câbles de haute tension, des drapeaux et des banderoles ont été accrochés. Certains y étaient encore

dans l'après-midi du 12 mars, car il n'y avait pas de volontaires pour les décrocher. Tout le monde a bien ri en voyant une corneille pendue sur une potence placée à l'entrée du département W-3. Les fonctionnaires de la milice, malgré leur dévouement, n'arrivaient pas à décrocher les affiches, trop nombreuses... Le 13 mars — journée nationale de protestation contre l'état de guerre — une grève a eu lieu entre 12 h et 12 h 05, dans certains départements jusqu'à 12 h 15. Pendant la grève, on a rapidement suspendu des drapeaux. Là où la grève était impossible pour des raisons technologiques, les travailleurs ont branché les sirènes. Dans l'après-midi, tout le monde s'est rassemblé dans les églises du quartier.

Cette fois-ci les services spéciaux du régime ont pris leur revanche sur la grève. 22 travailleurs de la fonderie ont été mutés à des postes moins bien payés. Tous travaillent à « Lénine » depuis de très longues années. Ils ont été mutés dans les départements ZH, ZK et ZS, où ils ont été reçus avec tous les égards par les autres travailleurs. Notre syndicat leur verse le complément de salaire. (...) La mutation de 22 spécialistes d'un département qui produit des pièces de rechange pour d'autres départements de « Lénine » — pièces qui manquent notablement — est un acte de sabotage économique. On voit que les matraques et les fusils des flics ont donné du courage à certains mais n'ont pu les rendre plus sages. « Autorités ! N'oubliez pas que par ces méthodes vous ne détruisez jamais notre syndicat Solidarité !

(Un ouvrier de « Lénine »)

## LA GUERRE DANS L'ATLANTIQUE-SUD

## ► Pourquoi l'Amérique latine est aux côtés de l'Argentine ?

**L'**ESCALADE belliqueuse des forces britanniques se poursuit dans l'Atlantique-Sud. Le front des actions navales et aériennes s'étend. Très au-delà des Malouines.

La semaine dernière, le croiseur « Général Belgrano » était coulé à proximité de la Terre de Feu. Cette semaine, Londres a décrété que tout navire de guerre s'éloignant de plus de 23 kilomètres des côtes argentines serait dorénavant pris pour cible par les navires ou les avions britanniques. Le prochain pas, s'il devait être franchi, serait le bombardement d'objectifs militaires sur les côtes argentines elles-mêmes...

Ce qui semblait au départ une démonstration de force s'est progressivement converti en une agression ouverte. Aggression d'une vieille puissance coloniale décidée à défendre coûte que coûte les restes de son empire : c'est ce qu'expliquent jour après jour les dirigeants britanniques pour provoquer le soutien de la population à leur aventure. Aggression d'une puissance impérialiste contre une nation latino-américaine, nation soumise au même titre que toutes les autres du continent à l'exploitation et à la domination impérialiste. Qui pourrait en douter après que toutes les métropoles occidentales — avec une unanimité rarement vue ces dernières années — aient fait bloc autour de la couronne britannique. Les réticences apparues depuis quelques jours sont d'ordre tactique. Le soutien de l'Europe et des Etats-Unis à Margaret Thatcher reste acquis. Mais les craintes se multiplient quant aux répercussions de la guerre. Répercussions en Amérique latine notamment.

## De l'Argentine au Salvador

La préoccupation n'est pas vaine. A Washington, les porte-parole de l'administration Reagan insistent



Le croiseur « Général Belgrano » torpillé par la flotte britannique.

avant tout sur le parti que peut tirer l'URSS de la situation. La prise de position de Moscou en faveur de Buenos-Aires renforce des relations soviéto-argentines déjà étroites : l'Union soviétique est depuis plusieurs années le premier acheteur de blé et de viande, des produits d'exportation traditionnels de l'Argentine. Mais l'intégration de la bourgeoisie argentine au système impérialiste et sa dépendance économique, l'idéologie profondément anticommuniste des militaires argentins, excluent bien évidemment tout renversement d'alliances. C'est un renforcement de sa présence diplomatique et économique dans une chasse gardée des Etats-Unis que peut espérer l'Union soviétique.

Il y a, dans l'immédiat, plus grave pour les Etats-Unis. Depuis septembre dernier, confrontée à la nouvelle

offensive des révolutionnaires salvadoriens, l'administration Reagan tente d'associer plusieurs gouvernements latino-américains à son escalade militaire. Après bien des hésitations, liées à ses difficultés au plan intérieur, la dictature argentine fut la première à apporter une réponse positive. Plusieurs dizaines d'officiers furent dépêchés depuis Buenos-Aires pour « conseiller » leurs collègues salvadoriens ou guatémaltèques. Mais aussi pour préparer l'arrivée d'un véritable corps expéditionnaire de 1 500 à 2 000 militaires. On le sait maintenant : courant mars un accord avait été conclu en ce sens.

Le conflit des Malouines a définitivement remis en question ces plans. Tous les « conseillers » déjà actifs sur place viennent d'être rappelés par le général Galtieri. Le coup est dur pour Washington qui doit main-

tenant repenser les moyens à mettre en œuvre pour développer son agression contre les peuples d'Amérique centrale sans que des troupes américaines — dans l'immédiat du moins — participent aux combats.

## Anti-impérialisme

A terme, les Etats-Unis et avec eux nombre de puissances européennes ayant des intérêts en Amérique latine craignent une rapide montée du sentiment et des mobilisations anti-impérialistes dans tout le continent.

Pour les peuples, les travailleurs, les progressistes, les révolutionnaires latino-américains, la confusion, les atteroiements ne sont pas de mise. L'unanimité des prises de position condamnant l'agression bri-

tannique le prouve. Les sandinistes au Nicaragua, les révolutionnaires du FMLN au Salvador ne peuvent être suspectés de nourrir des illusions sur la dictature argentine, décidée qu'elle était à prêter main forte aux contre-révolutionnaires somozistes ou à la junte de San Salvador. Mais les conséquences d'une agression impérialiste victorieuse et impunie contre l'une des nations du continent se situeraient à un tout autre niveau. Elle signifierait une défaite pour tous ceux qui mènent le combat contre ce système, contre ceux qui en profitent, de San Salvador à Buenos-Aires, de Santiago à Brasilia. Accepter qu'au large des côtes latino-américaines et argentines subsistent des avant-postes territoriaux des puissances impérialistes comme le sont les Malouines, c'est accepter qu'un jour celles-ci deviennent les bases de départ d'une agression contre les peuples de la région. Aujourd'hui ces bases sont à Panama et dans les Caraïbes, comme à Guantanamo, enclave américaine dans l'île de Cuba. Mais demain, si la situation le rendait nécessaire dans le sud du continent, à quoi d'autre serviraient les Malouines ?

La lutte contre l'exploitation et l'intervention quotidienne de l'impérialisme, contre ses bases et ses agressions, mobilise depuis des décennies les masses paupérisées, les travailleurs du continent. Elle alimente un sentiment d'unité dans le combat contre un ennemi commun. C'est elle qui a permis les victoires révolutionnaires à Cuba et au Nicaragua. Ceux qui sont partie prenante de cette lutte ou qui en sont solidaires ne pouvaient rester spectateurs. Face à l'agression de la flotte britannique, ils ne pouvaient qu'être aux côtés de l'Argentine. Reagan et Haig le savaient. Mais ils ne pouvaient, pour leur part, que se ranger du côté des Britanniques. Solidarité impérialiste oblige.

Jean-Pierre Beauvais

## ► Pourquoi le front des puissances impérialistes ?

**C**ERTAINS ont pu s'étonner de la promptitude avec laquelle les Etats-Unis et les capitales européennes se sont solidarisés avec la Grande-Bretagne dans un conflit pour la propriété de deux cents îlots peuplés de 1 800 habitants. Le Pentagone a mis son potentiel technologique au service de la Royal Navy et la CEE vient de décréter un embargo total sur les relations économiques avec l'Argentine.

De telles décisions portent un coup sévère aux intérêts immédiats de ces puissances. Washington n'exporte-t-elle pas pour plus de deux milliards de dollars vers l'Argentine et deux cents compagnies américaines n'ont-elles pas investi plus de quatre milliards de dollars dans ce pays ? En outre, l'attitude de Ronald Reagan met en pièces — au moins provisoirement — ses plans d'intervention contre le Salvador et le Nicaragua qui reposaient très largement sur les troupes de Buenos-Aires et permet à l'URSS de développer une offensive de charme en direction de Galtieri.

Il faut donc que les enjeux soient particulièrement élevés pour justifier de tels risques.

## 1. Un test pour les rapports de forces internationaux.

En défendant un lambeau de l'héritage colonial britannique, les puissances occidentales entendent s'opposer à tout mouvement de remise

en cause généralisée de leurs possessions dans le monde. Il est particulièrement significatif que la France de Mitterrand, qui se faisait, il y a peu, le chantre de nouveaux rapports avec l'Amérique latine, ait, l'une des premières, rejoint le concert impérialiste. Elle n'a pas oublié qu'elle possédait à l'étranger une trentaine d'îles et d'archipels. Or, et pour ne prendre que cet exemple, les terres australes et antarctiques françaises (Kerguelen, Crozet, Amsterdam, Saint-Paul, Terre Adélie) sont convoitées par l'Afrique du Sud (et par l'Australie dans le cas de Kerguelen) et ne sont défendues que par une poignée de soldats.

La Grande-Bretagne est, de plus, un des bastions de l'OTAN. A l'heure où elle s'efforce, par une attitude belliciste, de reconstituer son leadership sur les pays de l'Alliance, l'administration américaine se devait inévitablement d'apporter son plein concours à Londres une fois les hostilités engagées. P. Lellouche, spécialiste des « relations internationales », résume bien dans *l'Express* du 10 mai l'enjeu du conflit pour le système de domination impérialiste : « Ne rien faire contre un adversaire plus faible n'aurait pu être interprété que comme l'aveu d'une passivité encore plus grande en cas de menace d'un adversaire plus puissant, comme l'URSS. »

## 2. Un enjeu stratégique

Les Malouines constituent pour les forces aéronavales un point de

passage obligé, au débouché du cap Horn, de l'Atlantique vers le Pacifique. De surcroît, ces îlots offrent d'immenses possibilités de dialogue avec les satellites géostationnaires installés à 350 kilomètres d'altitude au-dessus du pôle Sud.

Mais au-delà se pose le problème du meilleur accès, de la possession et de l'exploitation du continent antarctique. Car, sous une épaisse couche de glace, existent d'énormes gisements de minéraux rares : or, manganèse, chrome, bauxite, uranium... Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1959, treize pays (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Grande-Bretagne, Japon, France, USA, Norvège, Nouvelle-Zélande, URSS, Pologne) se sont assurés le partage et le contrôle de cette zone jusqu'en 1991. L'action des militaires argentins risquait de précipiter le bouleversement de ce fragile équilibre.

## 3. De gigantesques intérêts dans la balance.

Il est pourtant une autre raison du « jusqu'au-boutisme » de Margaret Thatcher et de l'alignement des métropoles occidentales. Grâce à la signature récente d'un « traité sur le droit de la mer », chaque Etat se voit accorder le contrôle de zones dites « économiques exclusives » de 200 miles (370 kilomètres) au large des côtes. Dès lors, les îles et archipels dans le Pacifique, l'océan Indien ou l'Atlantique ont une place stratégique. Pour ne prendre qu'elle, la

France s'assure ainsi en dehors de l'Hexagone le contrôle de 9 260 000 kilomètres carrés d'espaces maritimes, en majorité dans le Pacifique et l'océan Indien.

On savait déjà que le chrome, le cuivre, le nickel, le manganèse et le cobalt gisaient en grande quantité sous la mer et pouvaient assurer des milliers d'années de la consommation mondiale actuelle. Et on a appris depuis peu de temps que des métaux rares, hydrocarbures, protéines, phosphates et biomasse se trouvaient par le fond, représentant des milliards de milliards de francs.

La défense des empires coloniaux et le contrôle des mers prend donc, surtout en cette période de crise énergétique, une importance renouvelée. Les multinationales y voient une source de fabuleux profits. En France par exemple, l'Association

française pour l'étude des nodules polymétalliques (AFERNOD), qui regroupe plusieurs firmes publiques et privées, a déjà obtenu une concession de 450 000 kilomètres carrés dans le Pacifique oriental. Ce qui est loin d'être négligeable quand on sait que dans moins de vingt ans, cet océan fournira le quart des besoins planétaires en nickel, 100 % en cobalt et 20 % en cuivre.

Pour justifier l'escalade impérialiste, on a parlé de conflit pour l'honneur, de lutte entre dictature et démocratie. Derrière les mots, c'est une tout autre réalité qui apparaît.

Christian Picquet

La place qu'il était nécessaire d'accorder cette semaine à la situation en Pologne nous empêche de publier la fin de l'article sur la politique internationale de Cuba. Elle sera dans le prochain numéro.

INPRECOR

VENT DE PARAÎTRE  
INPRECOR numéro 126

**Au sommaire :**  
Editorial : A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique !  
USA : Nouvelle récession : vers un chômage record.  
Brésil : Nouvelles victoires dans la construction du Parti des travailleurs.  
Pologne : Imposantes manifestations à l'appel de Solidarité.

ETATS-UNIS  
Crisse économique et interventionnisme militaire

BRESIL  
Des candidats du PT pour les élections de 1982

RFA  
La social-démocratie à bout de souffle

## Nestor BURMA, de J.-L. Miesch

Léo Malet est l'un de nos meilleurs écrivains de romans policiers, et c'est devenu un cliché que de regretter qu'il n'ait pas mené à bien la grande saga parisienne (un livre par arrondissement) qu'il avait entreprise. Le cinéma, curieusement, l'avait jusqu'ici plutôt délaissé. Avec cette adaptation moderne de *M'as-tu vu en cadavre*, J.-L. Miesch (cautionné en quelque sorte par Malet lui-même, qui apparaît dans le film en vieux crieur de *France-Soir*) réussit en tout cas un film insolite et hilarant, trouvant souvent des équivalents visuels aux pirouettes verbales qui font le charme de Malet (un peu comme Malle fit jadis pour *Zazie*). Aidé par d'excellents comédiens qui ont bien compris le pari et le tiennent (Serrault, bien sûr, mais aussi Birkin, et l'ineffable Baschung, presque aussi convaincant que Mitchell chez Tavernier), Miesch s'amuse et nous amuse.

De telles entreprises, sympathiques et un peu dingues, sont rares; on a scrupule à se dire qu'avec peut-être un peu plus de rigueur, d'élaboration, de soin, on ne serait pas loin du chef-d'œuvre. P.-L. T.

## MAFU CAGE

Une cinglée, une shootée, une vraie, sœur de Catherine Deneuve dans *Répulsion*, cousine de Gene Tierney dans *Péché mortel*. D'autant plus crédible qu'elle a les yeux de Bette Davis, un regard qui en dit long: nous sommes déjà un peu au-delà des choses rassurantes. Au-delà: l'Afrique, obscure, violente, pesante; la psychanalyse, à demi-mot, teinte. A la croisée des chemins, le rituel, l'initiation, la magie, les masques et les fétiches. On pourrait penser que tout cela fait fourbi, drugstore exotique, décrochez-moi-ca du freudisme de base. Non, tout s'articule logiquement autour d'une idée fixe et autour d'une actrice géniale. La logique extrême est le privilège des « fous », on le sait bien, eux n'ont pas peur d'avoir l'air fous. Karen Arthur a réalisé ce film en 1977 et n'a cessé de se battre pour qu'il soit distribué. Une idée fixe, encore. De là à prendre Budar, l'orang-outang qui fera les frais de cette histoire d'amour et de répulsion, pour Toscan du Plantier, le grand bwana de la Gaumont, il n'y a qu'un pas...

P. G.



## PIXOTE

Ce serait un peu « la suite » en termes de fiction ou de scénario élaboré de *Gamin*, ce très cru documentaire du Colombien Duran, cru comme un morceau de viande crue à l'étal d'une boucherie, sur l'infra-vie des enfants des grandes cités latino-américaines. Rien n'est épargné au spectateur de la violence, du sordide de ce voyage au bout de la nuit. On pourrait presque penser que le film en fait trop, mais ce trop n'est jamais que la reconstitution de tout ce qu'il y a de trop dans le Brésil des années quatre-vingt. Et il y a beaucoup trop de ces trop-là. Du vagabondage à la petite délinquance et de celle-ci à la criminalité haut de gamme en

passant par le « centre de rééducation » indispensable école du crime et de l'humiliation, nous suivons l'odyssée d'un gamin d'une dizaine d'années entre rackett en tout genre et prostitution, meurtres et vols à la tire. Si ce *Pixote* de même s'en tire moralement pas si mal, le film d'Hector Babenco est un violent réquisitoire contre l'Etat brésilien, premier criminel de la société militaro-policière, générateur de pourriture, de misère, de vice et de meurtres. On connaît bien ces choses là, certes. Mais notre connaissance s'arrête à la frontière de ces images parfois insoutenables. Il y a des proximités qui font mal, des évidences qui frappent dur. *Pixote* balaie ce savoir sous cellophane et renvoie à une sorte de réalité vraie, vécue, vivante, viscérale.

Piotr Gourmandisch



## LA MAISON DU LAC

Il n'y guère que deux raisons possibles pour vous conseiller la vision de ce film. La première, c'est le pèlerinage aux grands monuments historiques; voir Henry Fonda et Katherine Hepburn jouer les « croulants », c'est déjà de l'histoire du cinéma en action. La seconde, c'est la pluie, pendant les vacances, quand il n'y a rien autre: vous aurez droit à un solide mélo familial et sirupeux, avec des belles images et des bons sentiments, du petit garçon attendrissant et des animaux sauvages. Le tout filmé avec goût, ne faisant pas trop pièce de théâtre, et assez lent comme rythme pour que pépé puisse le voir.

P.-L. T.

## DOUX MOMENTS DU PASSE, de Carlos Saura

A travers un personnage qui engage des acteurs pour se reconstituer les scènes cruciales de son enfance, Carlos Saura évoque ses propres souvenirs... Cette chronique se voit sans ennui, mais sans enthousiasme; que Saura ait déjà beaucoup puisé dans cette réserve pour des films précédents aurait peu d'importance, la création n'est pas un phénomène mécanique de baignoires et de robinets. Ce qui est plus préoccupant, dans la carrière du cinéaste, c'est que cette impression de ressassement, qui trahit une certaine fatigue créatrice, succède à des films qui furent des tentatives pour s'évader de l'autobiographie (et dont l'un au moins, *Noces de sang*, fut une réussite).

P.L.T.

## A TOUTE VITESSE...

Il y a des films où l'on trouve, dans la médiocrité ambiante, un petit quelque chose à sauver... ce n'est pas le cas du *Maupassant* de M. Drach, où rien ne surnage dans l'océan de nullité concocté par Toscan du Plantier, P-DG de Gaumont...

On peut évoquer la très belle (parce que courte) séquence avec Anouk Aimée dans le dernier film d'Elie Chouraqui *Mais qu'est-ce qui fait courir David?* Le reste est consternant de prétention et de stéréotypes écoulés.

*Police frontière*, malgré la distribution (Jack Nicholson, Harvey Keitel et Valérie Perrine) ne vaut guère mieux. On a peine à croire que Tony Richardson fut un jour (bien ancien...) le réalisateur de films aussi réussis qu'*Un goût de miel*, *la Solitude du coureur de fond*, *Tom Jones* ou *le Cher Disparu...* Sur le sujet de *Police frontière*, autant essayer de revoir *Alambrista* de Robert Young!

*Massacre à la tronçonneuse* arrive enfin sur les écrans, auréolé de sa longue interdiction, et de son succès sur le marché de la vidéo. Déception: le film est aussi mal foutu que les autres films du genre. Seule la façon de repousser au-delà des limites admises les frontières de l'horreur, et du traitement « comme viande » de tout facteur humain, constitue une (malsaine) curiosité.

Pierre Kast est la caricature de l'intellectuel façon « Café de Flore », irritant, mais parfois intéressant. On lui doit beaucoup de penchants, mais aussi la seule bonne adaptation cinématographique de Roger Vaillant, *Drôle de jeu*, avec Maurice Garrel. Grâce à ce film et au fait d'avoir toujours su utiliser la merveilleuse beauté d'Alexandra Stewart dans ses autres films, il lui sera beaucoup pardonné, en particulier ce très ridicule film d'action, *la Guérillera*.

Et puis comme Piotr avait bouclé son papier sur les reprises un peu tôt, il n'a pas pu vous signaler quatre reprises intéressantes: *les Espions*, film muet de Fritz Lang; *le Mirage de la vie* ou la quintessence du mélodrame et le chef-d'œuvre de Douglas Sirk; la reprise de *Bananas* de Woody Allen, et celle de la version intégrale de *New York, New York* de Martin Scorsese avec Robert de Niro et Liza Minelli.

Enfin, il me faut dénoncer la scandaleuse publicité mensongère qui entoure la sortie de *Taps* le film de Harold Becker. Il s'agit d'une merde militariste qui se voudrait ambiguë, sinon antimilitariste! C'est la deuxième fois que Becker nous fait le coup; après avoir prôné le retour à la loi du talion dans *Tueurs de flics*, il pleure ici la perte des valeurs militaires qui ont fait la gloire des badernes galonnées: dégueulasse, parce que hypocrite!

Michel Laszlo



• Samedi 20 h 30 (FR3), *la Vie de Galilée* de Berold Brecht, par Marcel Maréchal et sa troupe.

• Dimanche 22 h 30 (FR3), *Caprice à l'italienne*. Le film à sketches fut une grande spécialité de production en Italie dans les années soixante. Celui-ci est à l'image de ce genre de films: inégal. A voir pour le sketch de Pasolini, et à la rigueur pour ceux de Pino Zac et Monicelli...

• Lundi 20 h 30 (TF1), *Avec la peau des autres*, d'après un roman de Gilles Perrault, un film de Jacques Deray avec Lino Ventura.

21 h 50 (A2), *Pygmées AKA, le peuple de la forêt*, un document sur les petits hommes bruns qui vivent aux confins de la République centrafricaine, du Zaïre et du Congo-Brazzaville.

• Mardi 20 h 30 (FR3), « La dernière séance » propose ce soir, un menu rockabilly façon Eddy Mitchell avec un programme alléchant: 20 h 30 *Amour, amour*, sept minutes de Tom et Jerry; 20 h 50, après les actualités de l'époque, *le Rock du bain*, l'un des trois bons films d'Elvis Presley... Réalisé en 1957 par Richard Thorpe, il contient le fameux *Jail-*

*house Rock* qui donna son titre (original) au film. Vers 22 h 25, un autre dessin animé *les 3 Petits Cochons* puis le deuxième film *la Blonde et Moi*, une comédie satirique sur le milieu du show-bizz, réalisée par Frank Tashlin avec Jayne Mansfield, mais surtout, Little Richards, Fats Domino, les Platters... avec ses « blue caps » et Gene Vincent. Ce soir, ça swingue sur FR3!... Comment? ce n'est pas retransmis sur France Musique?... mais c'est un scandâââle!

• Vendredi 23 h 05 (A2) *M.A.S.H.* de Robert Altman, avec Elliott Gould et Donald Sutherland. Sur fond de comédie troupière (humour lourdingue, phallocratie et bandes molletières) l'un des plus fameux dynamitages du film de guerre; une comédie noire sur fond d'absurdité et de folie; à mon sens l'un des plus salutaires films antimilitaristes des trente dernières années. Michel Laszlo

## A LIRE

La présence de deux ministres, Jean-Pierre Chevènement et Jack Lang, a été le fait marquant et inusité de la conférence de presse du 5 mai, des « Amis du Maitron », en vue de présenter les tomes 16 et 17 du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (1) qui inaugurent la période de la Première à la Seconde Guerre mondiale, qui, à elle seule, comprendra pour le moins une vingtaine de volumes. « Il n'est justice que deux ministres soient présents aujourd'hui », remarqua Chevènement, pour réparer l'oubli et l'inertie que rencontra le Dictionnaire jusqu'alors. Les ministres rendirent, tour à tour, hommage à l'œuvre incomparable, « propre à vaincre le scepticisme et le doute », qui rehausse la valeur décisive du militant « sans lequel il ne saurait y avoir de changement ». Ils firent valoir, particulièrement, les mérites de Jean Maitron, figure de proue des histo-

riens du mouvement ouvrier, sans l'obstination duquel cette entreprise démesurée n'aurait été menée à bien. Il y consacra trente à quarante années de sagesse.

Dès la lettre A (tome 17), apparaît l'apport immense du Dictionnaire, à travers une foule de notices qui sont autant de tranches d'histoire et dont se détachent celle, excellente, de l'illustre Aragon Louis et celle d'un obscur et mystérieux « Armand », membre de la section des « cadres » du PCF, qui livra à la police, en mai 1941, Gabriel Péri et Jean Catelas et qui, lui, fut relâché. Une investigation serrée permet au Dictionnaire de dévoiler l'exacte identité de ce personnage, Edmond Foenlin, mort en septembre 1972 à Blanc-Mesnil, que *l'Humanité*, clandestine vouait, pourtant, à une fin plus expéditive.

Rodolphe Prager

(1) Les Editions ouvrières, 12, Avenue Sœur-Rosalie 75013 Paris.



Après le rassemblement du Bourget

# MAINTENANT DES ACTES



**B**EAUCOUP de monde, au Bourget : 300 000 personnes, annonce Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL. Une foule populaire, qui contraste franchement avec le beau monde regroupé le 24 avril par la droite, porte de Pantin. Un rassemblement national : les timides prévisions des responsables départementaux de la FEN, en province, avaient dû être révisées en hausse. Une manifestation unitaire, enfin : toutes les confédérations syndicales ouvrières étaient représentées ; les organisateurs saluèrent les délégations du PS et du PCF, bien sûr, et aussi du PSU, du PCI et de la LCR.

Le 9 mai aura donc été davantage qu'une fête : la démonstration d'une mobilisation possible, pour peu que les grandes organisations y appellent, et dans l'unité. C'est la première leçon.

La deuxième, c'est l'expression publique, parfois spectaculaire, d'un mécontentement cer-

tain à l'égard de la politique du gouvernement. Des huées ont salué la présence des représentants des deux ministres, de l'Économie (Delors) et de l'Industrie (Dreyfus), symboles du « réalisme » et de la politique de concessions au patronat. André Henry, à qui de nombreux syndicalistes ne pardonnent pas d'avoir utilisé ses responsabilités à la tête de la FEN comme un tremplin pour une carrière ministérielle, a suscité aussi un net mouvement de réprobation.

Alain Savary a eu du mal à achever un discours frileusement replié sur une évocation historique ; le ministre de l'Éducation nationale a dû s'interrompre pour lancer un rageur « *vous ne m'empêchez pas de parler* » ; telle n'était pas l'intention de celles et ceux qui attendent simplement « des actes ».

Aux questions posées par Pierre Mauroy dans son intervention, la foule répondait « non » quand l'orateur attendait « oui », et vice-versa... Le discours du

Premier ministre a décontenancé plus d'un participant : « *On n'est pas monté pour entendre cela* », disait-on dans ce groupe venu de Savoie.

L'écho ou la neutralité bienveillante de l'assistance à l'égard des mots d'ordre tels que « *nationalisation dès la prochaine session* », « *une seule école, l'école publique* », « *abrogation des lois antilaïques* », témoignent encore de cette « *impatience* » qui, d'après le Monde, pointait « *sous la fête* ».

Ainsi, il apparut que la mobilisation unitaire est porteuse d'exigences à l'égard du gouvernement qui bousculent ses propres intentions. Mauroy souhaiterait pouvoir « *doser* » soigneusement la « *pression populaire* » : assez forte pour faire contrepoids à celle de la droite, assez faible pour ne pas l'effaroucher. Ce jeu d'équilibre ne dure qu'un temps. Maintenant, il faut choisir !

Nicolas Jeanson

## UNITE !

**U**N petit « 1<sup>er</sup> Mai » dans la division, et un « 9 mai » massif dans l'unité : à une semaine d'intervalle, le bilan est sans appel ; la division décourage, l'unité mobilise. Combien ne se seraient pas déplacés au Bourget s'ils avaient eu l'impression de « *rouler* » pour une organisation, et pas pour une cause commune ?

Pourquoi ce qui a été réalisé le 9 mai n'a-t-il pas été possible huit jours plus tôt ? On invoque la « *vertu magique* » de la laïcité : grande rassembleuse pour les uns, outre creuse où chacun peut fourrer sa marchandise selon les autres...

À voir : il n'y a pas moins de divergences entre les organisations ouvrières sur les projets d'écoles ou sur le contenu de la laïcité que sur les grandes revendications ouvrières et la politique générale. Pourtant, dans un cas, le 1<sup>er</sup> Mai, les divergences ont servi de prétexte à la dispersion ; dans l'autre, le 9 mai, tous les militants étaient côte à côte, chacun avec ses positions propres, mais ensemble !

Sans doute s'agissait-il d'une fête, pas d'une manifestation de rue.

Sans doute, les dirigeants n'ont-ils pas poussé à la réalisation de l'unité à la base.

Sans doute, ceux-ci ont-ils moins à craindre de la dynamique unitaire dans les écoles que dans les entreprises.

Sans doute, la présence du gouvernement offrait-elle un « *parapluie* » assez large pour tout le monde.

Aucun de ces considérants n'est négligeable : au moins font-ils apparaître que les directions des partis et syndicats ouvriers entendent mettre de sérieuses barrières à l'unité quand elles la réalisent.

Mais rien, non plus, ne peut effacer la démonstration du 9 mai : toutes les organisations ouvrières peuvent soutenir le même rassemblement ; toutes, elles peuvent s'asseoir à la même tribune. Si donc elles le font le 9 mai, et pas le 1<sup>er</sup>, ce n'est pas que leurs divergences se sont évanouies, mais pour des raisons d'opportunité... qui profitent à qui ?

Ainsi, la CFDT, qui refusait, au nom de l'indépendance syndicale, un 1<sup>er</sup> Mai « *politico-syndical* », associant partis (de gouvernement) et syndicats, avait délégué au Bourget, Jacques Chérèque, aux côtés de Lionel Jospin, Gisèle Moreau et Pierre Mauroy...

FO, qui dénonce traditionnellement le « *piège de l'unité d'action* » avait mandaté Marc Blondel pour siéger sur le même banc qu'André Allamy de la CGT.

Délégations symboliques, dira-t-on : les dirigeants qui étaient à la même tribune vont-ils maintenant interdire à leurs militants de les imiter dans les quartiers, dans les villes, dans les établissements ? Vont-ils décréter que l'unité est réservée aux jours de fête, et... à eux-mêmes ? Car si un rassemblement unitaire pour l'école publique est possible au niveau national, a fortiori doit-il l'être dans les localités. Où l'on jugera si les dirigeants ouvriers estiment que l'unité est une denrée trop précieuse pour être laissée aux mains des militants...

## Le 9 mai n'est qu'un début

**L**e discours de Mauroy le confirme : le gouvernement recule sous la pression de la droite. Il faut briser cette pression, par la mobilisation à gauche. Le 9 mai n'est qu'un début...

• Dans les établissements, dans les villes, il est possible de prendre des initiatives unitaires. A Béziers, 200 personnes, selon la presse locale, se sont rassemblées, le 27 avril dernier, « *en défense de l'enseignement public* », à l'appel de plusieurs organisations (SNI, SNES, FO, CGT, CFDT, SGEN, FCPE, PCF, PS, etc.). A Barentin, près de Rouen, à l'initiative de la section du SNI, un débat a réuni le 6 avril une centaine de personnes. Le tract d'appel, « *tous unis pour une école au service des travailleurs* », mentionnait le soutien de la FCPE, du groupe femmes, de Solidarité immigrés, du SNES, du SNAEN, du PS et de la LCR. Le député socialiste était présent. De telles manifestations unitaires peu-

vent se multiplier ; elles sont constitutives d'un large front de lutte.

• Les confédérations syndicales ouvrières, le PS et le PC doivent s'engager plus concrètement dans la mobilisation : tous les travailleurs ont intérêt à mettre fin à la concurrence scolaire. En particulier l'apprentissage patronal, utilisé contre les qualifications ouvrières, doit faire place à l'enseignement technique public : cela ne se fera pas sans l'action des organisations ouvrières. Elles doivent exiger la nationalisation des CFA et leur transformation en LEP, ainsi que le versement de toute la taxe d'apprentissage à l'Éducation nationale.

• Il faut aussi faire entendre plus haut la voix de ceux qui dans l'enseignement privé demandent la nationalisation laïque : ils étaient au Bourget le 9 mai, ceux de Nantes, du Pas-de-Calais, de Lyon, de la région parisienne et d'ailleurs. Etouffées par la presse nationale, leurs initiatives locales gagneraient à se coordonner.

## MAUROY GAGNE DU TEMPS L'ÉCOLE PUBLIQUE Y PERD

A quand l'unification du service public ? Comment ? Ceux qui attendaient une réponse précise sont repartis dans l'ignorance... Pas tout à fait, cependant car le flou entretenu par le gouvernement finit par dessiner une certitude : le temps « *gagné* » par le gouvernement est bel et bien perdu pour l'école publique !

Mauroy n'aura été catégorique que pour reconnaître la liberté de l'enseignement : « *Y aura-t-il dans ce pays maintenant de la liberté d'enseignement ? Ma réponse est oui. Y aura-t-il dans ce pays le droit à l'existence d'un enseignement privé ? La réponse est oui.* » A peine avait-il précisé — c'était le moins — qu'il ne « *maintiendrait pas les formules*

*actuelles qui associent au service public des établissements privés qui ne sont pas tenus d'en respecter toutes les obligations* », qu'il ajoutait aussitôt : « *Allons-nous, du jour au lendemain, de façon autoritaire, changer cette situation ? La réponse est non. Il n'est pas dans nos intentions de résoudre ce problème dans la précipitation et dans le dogmatisme.* » Et de vanter la méthode de la « *négociation, avec ouverture d'esprit, avec mesure et avec patience* », faisant semblant d'ignorer que les tenants du secteur privé ont refusé d'embler de négocier sur l'essentiel !

« *Oui, il y a et il y aura plusieurs écoles dans la République. Mais il ne peut y avoir qu'une école de la*

*République.* » Un coup à droite, un coup à gauche... Un louvoiement qui prépare des « *formules* » d'intégration des écoles privées au service public, préservant pour l'essentiel leur « *caractère propre* ».

N'est-ce pas ce qui ressort du discours de Mauroy, quand il déclare : « *Il y a et il y aura plusieurs réseaux d'éducation à la disposition des Français.* » Il serait bien le seul à penser que le réseau confessionnel et patronal pourrait survivre sans les fonds publics ! Comme il ne le pense pas, il faut croire qu'il se prépare à intégrer ce réseau, sans beaucoup le modifier : le contraire de la nationalisation laïque !

N. J.